

VALDĪBAS VĒSTNESIS

Maksa par „Valdības Vēstnesi”:
 ar piesūtišanu: par Ls
 1 gadu 22,—
 3 mēn. 6,—
 1 „ 2,—
 Piesūtot pa pastu un pie atkalpārdevējiem 13,—
 bez piesūtišanas: (saņemot ekspedīcijā) par Ls
 1 gadu 18,—
 1/2 gadu 10,—
 3 mēn. 5,—
 1 „ 1,70
 Par atsevišķu numuru 10,—

Latvijas valdības
 Iznāk katru dienu, izņemot

Redakcija:
 Rīgā, piļi 2. ist. Tālrūnis 20032
 Runas stundas no 11—12



oficiāls laikraksts
 svētdienas un svētku dienas

Kantoris un ekspedīcija:
 Rīgā, piļi 1. ist. Tālrūnis 20031
 Atvērts no pulksten 9—3

Sludinājumu maksa:
 a) tiesu sludinājumi līdz 30 vienslejiņām rindiņām. Ls 4,—
 par katru tālāku rindiņu „—,15
 b) citu iestāžu sludinājumi par katru vienslejiņu rindiņu „—,20
 c) no privātiem par katru viensl. rindiņu (par obligāt. sludin.) „—,25
 d) par dokumentu pazaudēšanu no katras personas. „—,80

238. № Pirmdien, 1936. g. 19. oktobrī Deviņpadsmitais gads

Starptautiskajai telekomunikāc. konvencijai pievienotais Vispārīgais radiokomunikāciju reglaments. (Turpinājums pie likuma par Madrides 1932. g. starptaut. telekomunikāc. konvenciju.)
 Rīkojums skolu priekšniekiem un tautskolu inspektoriem.
 Vidusskolās lietošanai atļauto mācības grāmatu saraksta 3. papildinājums.
 Pamatskolās lietošanai atļauto mācības grāmatu saraksta 7. papildinājums.
 Zemkopības ministra rīkojumi.
 Instrukcija par tiesu resora darbinieku dienesta apģērbu.
 Dzelzceļu virsvaldes rīkojumi.

Abréviation	Question	Réponse ou avis
QRC	Par quelle exploitation privée (ou administration d'Etat) sont liquidés les comptes de taxes de votre station?	Les comptes de taxes de ma station sont liquidés par l'exploitation privée . . . (ou par l'administration de l'Etat . . .)
QRD	Où allez-vous et d'où venez-vous?	Je vais à . . . et je viens de . . .
QRG	Voulez-vous m'indiquer ma fréquence (longueur d'onde) exacte en kc/s ou m?	Votre fréquence (longueur d'onde) exacte est de . . . kc/s (ou . . . m).
QRH	Ma fréquence (longueur d'onde) varie-t-elle?	Votre fréquence (longueur d'onde) varie.
QRI	La tonalité de mon émission est-elle régulière?	La tonalité de votre émission varie.
QRJ	Me recevez-vous mal? Mes signaux sont-ils faibles?	Je ne peux pas vous recevoir. Vos signaux sont trop faibles.
QRK	Me recevez-vous bien? Mes signaux sont-ils bons?	Je vous reçois bien. Vos signaux sont bons.
QRL	Etes-vous occupé?	Je suis occupé (ou Je suis occupé avec . . .). Prière de ne pas brouiller.
QRM	Etes-vous brouillé?	Je suis brouillé.
QRN	Etes-vous troublé par les atmosphériques?	Je suis troublé par les atmosphériques.
QRO	Dois-je augmenter l'énergie?	Augmentez l'énergie.
QRP	Dois-je diminuer l'énergie?	Diminuez l'énergie.
QRQ	Dois-je transmettre plus vite?	Transmettez plus vite (. . . mots par minute).
QRS	Dois-je transmettre plus lentement?	Transmettez plus lentement (. . . mots par minute).
QRT	Dois-je cesser la transmission?	Cessez la transmission.
QRU	Avez-vous quelque chose pour moi?	Je n'ai rien pour vous.
QRV	Etes-vous prêt?	Je suis prêt.
QRW	Dois-je aviser . . . que vous l'appellez sur . . . kc/s (ou . . . m)?	Prière d'aviser . . . que je l'appelle sur . . . kc/s (ou . . . m).
QRX	Dois-je attendre? A quel moment me rappellerez-vous?	Attendez (ou Attendez jusqu'à ce que j'aie fini de communiquer avec . . .). Je vous rappellerai à . . . heure (ou aussitôt).
QRY	Quel est mon tour?	Votre tour est numéro . . . (ou d'après toute autre indication).
QRZ	Par qui suis-je appelé?	Vous êtes appelé par . . .
QSA	Quelle est la force de mes signaux (1 à 5)?	La force de vos signaux est (1 à 5).
QSB	La force de mes signaux varie-t-elle?	La force de vos signaux varie.
QSD	Ma manipulation est-elle correcte; mes signaux sont-ils nets?	Votre manipulation est incorrecte; vos signaux sont mauvais.
QSG	Dois-je transmettre . . . télégrammes (ou un télégramme) à la fois?	Transmettez . . . télégrammes (ou un télégramme) à la fois.
QSH	Quelle est la taxe à percevoir par mot pour . . ., y compris votre taxe télégraphique intérieure?	La taxe à percevoir par mot pour . . . est de . . . francs, y compris ma taxe télégraphique intérieure.
QSK	Dois-je continuer la transmission de tout mon trafic, je peux vous écouter entre mes signaux?	Continuez la transmission de tout votre trafic, je vous interromprai s'il y a lieu.
QSL	Pouvez-vous me donner accusé de réception?	Je vous donne accusé de réception.
QSM	Dois-je vous répéter le dernier télégramme que je vous ai transmis?	Répétez le dernier télégramme que vous m'avez transmis.
QSO	Pouvez-vous communiquer avec . . . directement (ou par l'intermédiaire de . . .)?	Je puis communiquer avec . . . directement (ou par l'intermédiaire de . . .).
QSP	Voulez-vous retransmettre à . . . gratuitement?	Je retransmettrai à . . . gratuitement.
QSR	L'appel de détresse reçu de . . . a-t-il été réglé?	L'appel de détresse reçu de . . . a été réglé par . . .
QSU	Dois-je transmettre (ou répondre) sur . . . kc/s (ou . . . m) et/ou sur ondes du type A1, A2, A3 ou B?	Transmettez (ou Répondez) sur . . . kc/s (ou . . . m) et/ou sur ondes du type A1, A2, A3 ou B.
QSV	Dois-je transmettre une série de VVV . . . ?	Transmettez une série de VVV . . .
QSW	Voulez-vous transmettre sur . . . kc/s (ou . . . m) et/ou sur ondes du type A1, A2, A3 ou B?	Je vais transmettre (ou Je transmettrai) sur . . . kc/s (ou . . . m) et/ou sur ondes du type A1, A2, A3 ou B.
QSX	Voulez-vous écouter . . . (indicatif d'appel) sur . . . kc/s (ou . . . m)?	J'écoute . . . (indicatif d'appel) sur . . . kc/s (ou . . . m).
QSY	Dois-je passer à la transmission sur . . . kc/s (ou . . . m), sans changer de type d'onde? ou	Passez à la transmission sur . . . kc/s (ou . . . m), sans changer de type d'onde ou
QSZ	Dois-je passer à la transmission sur une autre onde?	Passez à la transmission sur une autre onde.
QTA	Dois-je transmettre chaque mot ou groupe deux fois?	Transmettez chaque mot ou groupe deux fois.
QTB	Dois-je annuler le télégramme no . . . comme s'il n'avait pas été transmis?	Annulez le télégramme no . . . comme s'il n'avait pas été transmis.
QTC	Etes-vous d'accord avec mon compte de mots?	Je ne suis pas d'accord avec votre compte de mots; je répète la première lettre de chaque mot et le premier chiffre de chaque nombre.
QTD	Combien avez-vous de télégrammes à transmettre?	J'ai . . . télégrammes pour vous (ou pour . . .).
QTE	Quel est mon relèvement vrai relativement à vous? ou	Votre relèvement vrai relativement à moi est de . . . degrés ou
QTF	Quel est mon relèvement vrai relativement à . . . (indicatif d'appel)? ou	Votre relèvement vrai relativement à (indicatif d'appel) est de . . . degrés à . . . (heure) ou
QTG	Quel est le relèvement vrai de . . . (indicatif d'appel) relativement à . . . (indicatif d'appel)?	Le relèvement vrai de . . . (indicatif d'appel) relativement à . . . (indicatif d'appel) est de . . . degrés à . . . (heure).
QTH	Voulez-vous m'indiquer la position de ma station sur la base des relèvements pris par les postes radiogoniométriques que vous contrôlez?	La position de votre station sur la base des relèvements pris par les postes radiogoniométriques que je contrôle est . . . latitude, . . . longitude.
QTI	Voulez-vous transmettre votre indicatif d'appel pendant cinquante secondes, en terminant par un trait de dix secondes, sur . . . kc/s (ou . . . m) pour que je puisse prendre votre relèvement radiogoniométrique?	Je vais transmettre mon indicatif d'appel pendant cinquante secondes, en terminant par un trait de dix secondes, sur . . . kc/s (ou . . . m) pour que vous puissiez prendre mon relèvement radiogoniométrique.
QTM	Quelle est votre position en latitude et en longitude (ou d'après toute autre indication)?	Ma position est . . . latitude, . . . longitude (ou d'après toute autre indication).
QTN	Quelle est votre route vraie?	Ma route vraie est de . . . degrés.
QTO	Quelle est votre vitesse de marche?	Ma vitesse de marche est de . . . noeuds (ou de . . . kilomètres) à l'heure.
QTP	Transmettez des signaux radioélectriques et des signaux acoustiques sous-marins pour me permettre de déterminer mon relèvement et ma distance.	Je transmets des signaux radioélectriques et des signaux acoustiques sous-marins pour vous permettre de déterminer votre relèvement et votre distance.
QTR	Etes-vous sorti du bassin (ou du port)?	Je viens de sortir du bassin (ou du port).

Règlement général des Radiocommunications

annexé à la Convention internationale des télécommunications.

APPENDICE 7. Notations de service.

[Voir les articles 15 et 19, § 1, (6), a.)

- × station à bord d'un navire de guerre ou d'un aéronef de guerre
- △ radiogoniomètre à bord d'une station mobile
- station classée comme située dans une région de trafic intense pour laquelle le trafic sur 500 kc/s (600 m) est restreint, conformément à l'article 19, § 1, (6), a)
- D 30° antenne dirigée dans la direction de rayonnement maximum de 30° (exprimé en degrés à partir du nord vrai, de zéro à 360, dans le sens des aiguilles d'une montre)
- DR antenne dirigée pourvue d'un réflecteur
- FA station aéronautique
- FC station côtière
- FR station réceptrice seulement, reliée au réseau général des voies de télécommunication
- FS station terrestre établie dans le seul but de la sécurité de la vie humaine
- FX station effectuant un service de radiocommunication entre points fixes
- H 24 station ayant un service permanent, de jour et de nuit
- H 16 station de navire de la 2e catégorie effectuant 16 heures de service
- H 8 station de navire de la 2e catégorie effectuant 8 heures de service
- HJ station ouverte du lever au coucher du soleil (service de jour)
- HX station n'ayant pas de vacations déterminées
- CO station ouverte à la correspondance exclusivement officielle
- CP station ouverte à la correspondance publique
- CR station ouverte à la correspondance publique restreinte
- CV station ouverte exclusivement à la correspondance d'une entreprise privée
- RC radiophare circulaire
- RD radiophare directionnel
- RG station radiogoniométrique
- RT radiophare tournant
- RV radiophare directionnel variable

APPENDICE 8.

Documents dont les stations mobiles doivent être pourvues. (Voir les articles 3, 10, 12, 15 et l'appendice 6.)

- A. Les „stations de navire" à bord des navires obligatoirement pourvus d'une installation radiotélégraphique:
 - 1° la licence radioélectrique;
 - 2° le certificat du ou des opérateurs;
 - 3° le registre (journal du service radioélectrique) sur lequel sont mentionnés, au moment où ils se produisent, les incidents de service de toute nature, ainsi que les communications échangées avec des stations terrestres ou des stations mobiles et relatives à des avis de sinistre. Si le règlement de bord le permet, la position du véhicule sera indiquée une fois par jour sur ledit registre;
 - 4° la liste alphabétique des indicatifs d'appel;
 - 5° la nomenclature des stations côtières et de navire;
 - 6° la nomenclature des stations effectuant des services spéciaux;
 - 7° la Convention et les Règlements y annexés;
 - 8° les tarifs télégraphiques des pays à destination desquels la station accepte le plus fréquemment des radiotélégrammes.
- B. Les autres „stations de navire": les documents visés aux chiffres 1° à 5° inclus sous le titre A.
- C. Les „stations d'aéronef":
 - 1° les documents visés aux chiffres 1°, 2° et 3° sous le titre A,
 - 2° la nomenclature des stations aéronautiques et d'aéronef;
 - 3° tels documents que les organismes compétents de l'aéronautique du pays intéressé jugeront éventuellement nécessaires à la station pour l'exécution de son service.

APPENDICE 9. Liste des abréviations à employer dans les radiocommunications. (Voir l'article 16.)

I. CODE Q.

Abréviations utilisables dans tous les services^{1) 2)}

Abréviation	Question	Réponse ou avis
QRA	Quel est le nom de votre station?	Le nom de ma station est
QRB	A quelle distance approximative vous trouvez-vous de ma station?	La distance approximative entre nos stations est de . . . milles marins (ou . . . kilomètres).

¹⁾ Les abréviations prennent la forme de questions quand elles sont suivies d'un point d'interrogation.
²⁾ Les séries de signaux QA, QB, QC, QD, QE, QF, QG sont réservées au Code spécial de l'aéronautique.

Abréviation	Question	Réponse ou avis
QTP	Allez-vous entrer dans le bassin (ou dans le port)?	Je vais entrer dans le bassin (ou dans le port).
QTQ	Pouvez-vous communiquer avec ma station à l'aide du Code International de Signaux?	Je vais communiquer avec votre station à l'aide du Code International de Signaux.
QRR	Quelle est l'heure exacte?	L'heure exacte est ...
QTU	Quelles sont les heures d'ouverture de votre station?	Les heures d'ouverture de ma station sont de ... à ...
QUA	Avez-vous des nouvelles de ... (indicatif d'appel de la station mobile)?	Voici les nouvelles de ... (indicatif d'appel de la station mobile).
QUB	Pouvez-vous me donner, dans l'ordre, les renseignements concernant: la visibilité, la hauteur des nuages, le vent au sol pour ... (lieu d'observation)?	Voici les renseignements demandés: ...
QUC	Quel est le dernier message reçu par vous de ... (indicatif d'appel de la station mobile)?	Le dernier message reçu par moi de ... (indicatif d'appel de la station mobile) est ...
QUD	Avez-vous reçu le signal d'urgence fait par ... (indicatif d'appel de la station mobile)?	J'ai reçu le signal d'urgence fait par ... (indicatif d'appel de la station mobile) à ... (heure).
QUF	Avez-vous reçu le signal de détresse fait par ... (indicatif d'appel de la station mobile)?	J'ai reçu le signal de détresse fait par ... (indicatif d'appel de la station mobile) à ... (heure).
QUG	Allez-vous être forcé d'amerrir (ou d'atterrir)?	Je suis forcé d'amerrir (ou d'atterrir) à ... (lieu).
QUH	Voulez-vous m'indiquer la pression barométrique actuelle au niveau de la mer?	La pression barométrique actuelle au niveau de la mer est de ... (unités).
QUJ	Voulez-vous m'indiquer le cap vrai à suivre, par vent nul, pour me diriger vers vous?	Le cap vrai à suivre, par vent nul, pour vous diriger vers moi est de ... degrés à ... (heure).

2. ABRÉVIATIONS DIVERSES.

Abréviation	Signification
C	Oui.
N	Non.
P	Annonce de télégramme privé dans le service mobile (à employer en préfixe).
W	Mot ou mots.
AA	Tout après ... (à employer après un point d'interrogation pour demander une répétition).
AB	Tout avant ... (à employer après un point d'interrogation pour demander une répétition).
AL	Tout ce qui vient d'être transmis (à employer après un point d'interrogation pour demander une répétition).
BN	Tout entre ... (à employer après un point d'interrogation pour demander une répétition).
BQ	Réponse à RQ.
CL	Je ferme ma station.
CS	Indicatif d'appel (à employer pour demander ou faire répéter un indicatif d'appel).
DB	Je ne puis pas vous fournir de relèvement, vous n'êtes pas dans le secteur vérifié de cette station.
DC	Le minimum de votre signal convient pour le relèvement.
DF	Votre relèvement à ... (heure) était de ... degrés, dans le secteur douteux de cette station, avec une erreur possible de deux degrés.
DG	Veillez m'aviser si vous constatez une erreur dans le relèvement donné.
DI	Relèvement douteux par suite de la mauvaise qualité de votre signal.
DJ	Relèvement douteux par suite du brouillage.
DL	Votre relèvement à ... (heure) était de ... degrés, dans le secteur incertain de cette station.
DO	Relèvement douteux. Demandez un autre relèvement plus tard ou à ... (heure).
DP	Au delà de 50 milles, l'erreur possible de relèvement peut atteindre deux degrés.
DS	Réglez votre transmetteur, le minimum de votre signal est trop étendu.
DT	Je ne puis pas vous fournir de relèvement, le minimum de votre signal est trop étendu.
DY	Cette station est bilatérale, quelle est votre direction approximative en degrés relativement à cette station?
DZ	Votre relèvement est réciproque (à utiliser seulement par la station de contrôle d'un groupe de stations radiogoniométriques lorsqu'elle s'adresse à d'autres stations du même groupe).
ER	Ici ... (à employer avant le nom de la station mobile dans la transmission des indications de route).
GA	Reprenez la transmission (à employer plus spécialement dans le service fixe).
JM	Si je puis transmettre, faites une série de traits. Pour arrêter ma transmission, faites une série de points (à ne pas utiliser sur 500 kc/s (600 m)).
MN	Minute ou minutes (à employer pour marquer la durée d'une attente).
NW	Je reprends la transmission (à employer plus spécialement dans le service fixe).
OK	Nous sommes d'accord.
RQ	Désignation d'une demande.
SA	Annonce du nom d'une station d'aéronef (à employer dans la transmission des indications de passage).
SF	Annonce du nom d'une station aéronautique.
SN	Annonce du nom d'une station côtière.
SS	Annonce du nom d'une station de bord (employer dans la transmission des indications de passage).
TR	Envoi d'indications concernant une station mobile.
UA	Sommes-nous d'accord?
WA	Mot après ... (à employer après un point d'interrogation pour demander une répétition).
WB	Mot avant ... (à employer après un point d'interrogation pour demander une répétition).
XS	Parasites atmosphériques.
YS	Voyez votre avis de service.
ABV	Répétez (ou Je répète) les chiffres en abrégé.
ADR	Adresse (à employer après un point d'interrogation pour demander une répétition).
CFM	Confirmez (ou Je confirme).
COL	Collationnez (ou Je collationne).
ITP	La ponctuation compte.
MSG	Annonce de télégramme concernant le service du bord (à employer en préfixe).
NIL	Je n'ai rien à vous transmettre (à employer après une abréviation du code Q pour indiquer que la réponse à la question posée est négative).
PBL	Préambule (à employer après un point d'interrogation pour demander une répétition).
REF	Référence à ... (ou Référez-vous à ...).
RPT	Répétez (ou Je répète) (à employer pour demander ou pour donner répétition de tout ou partie du trafic, en faisant suivre l'abréviation des indications correspondantes).
SIG	Signature (à employer après un point d'interrogation pour demander une répétition).
SVC	Annonce de télégramme de service concernant le trafic privé (à employer en préfixe).
TFC	Trafic.
TXT	Texte (à employer après un point d'interrogation pour demander une répétition).

APPENDICE 10.

Echelle employée pour exprimer la force des signaux.

(Voir l'article 16.)

- 1 = à peine perceptible; illisible.
- 2 = faible; lisible par instants.
- 3 = assez bon; lisible, mais difficilement.
- 4 = bon; lisible.
- 5 = très bon; parfaitement lisible.

APPENDICE 11.

(Voir l'article 27.)

Relevé des radiotélégrammes échangés avec les stations mobiles de nationalité		Année		Station terrestre		L'Administration (X) porte au:	Observations Indiquer, par catégorie, le nombre de radiotélégrammes spéciaux et le nombre de mots s'y rapportant
Mois							
Origine	Destination	Nombre de radiotélégrammes	Nombre de mots	5			
1	2	3	4	credit		6	
				francs or	cts		
S/S Ile-de-France	Etats-Unis 1 ^{re} zone	5	90			1 urg ¹ 13	
S/S Paris	Brsil	3	65				
S/S Paris	Japon	2	19				
S/S France	S/S Espagne	4	46			2 urg ¹ 15	

APPENDICE 12.

Procédure dans le service des stations radiotéléphoniques mobiles de faible puissance.
(Voir l'article 29.)§ 1. La procédure suivante est donnée à titre d'exemple¹⁾:1^o A appelle:

Allo B, allo B, A appelle, A appelle, radiotélégramme pour vous, radiotélégramme pour vous, commutez (over).

1) Dans le service téléphonique européen, l'utilisation du mot „Allo“ est interdite.

2^o B répond:

Allo A, allo A, B répond, B répond, B envoyez votre radiotélégramme, envoyez votre radiotélégramme, commutez (over).

3^o A répond:Allo B, A répond, radiotélégramme commence, de ... n^o ... nombre de mots ... jour ... heure ... adresse ... texte ... signature ..., transmission du radiotélégramme terminée, je répète, radiotélégramme commence, de ... n^o ... nombre de mot ... jour ... heure ... adresse ... texte ... signature ..., radiotélégramme terminé, commutez (over).4^o B répond:Allo A, B répond, votre radiotélégramme commence, de ... n^o ... nombre de mots ... jour ... heure ... adresse ... texte ... signature ..., votre radiotélégramme terminé, commutez (over).5^o A répond:

Allo B, A répond, exact, exact, coupant.

6^o A coupe ensuite la communication et les deux stations reprennent l'écoute normale.

Remarque: Au commencement d'une communication, la formule d'appel est prononcée deux fois, et par la station appelante et par la station appelée. Une fois la communication établie, elle est prononcée une fois seulement.

§ 2. En tant qu'une épellation des indicatifs d'appel, des abréviations de service et des mots est nécessaire, il y sera procédé suivant le tableau ci-après:

Chiffre à indiquer ¹⁾	Lettres à épeler	Mots à utiliser pour l'épellation	Lettres à épeler	Mots à utiliser pour l'épellation
1	A	Amsterdam	N	New York
2	B	Baltimore	O	Oslo
3	C	Casablanca	P	Paris
4	D	Danemark	Q	Quebec
5	E	Edison	R	Roma
6	F	Florida	S	Santiago
7	G	Gallipoli	T	Tripoli
8	H	Havana	U	Upsala
9	I	Italia	V	Valencia
0	J	Jerusalem	W	Washington
virgule	K	Kilogramme	X	Xanthippe
Barre de fraction	L	Liverpool	Y	Yokohama
	M	Madagascar	Z	Zürich

1) Toute transmission de chiffres est annoncée et se termine par les mots „en nombre“ répétés deux fois.

§ 3. Lorsque la station réceptrice a la certitude d'avoir reçu correctement le radiotélégramme, la répétition visée au 4^o du § 1 n'est pas nécessaire, à moins qu'il ne s'agisse d'un radiotélégramme avec collationnement. Si l'on renonce à la répétition, la station B accuse réception du radiotélégramme transmis, dans la forme suivante:
Allo A, B répond, bien reçu votre radiotélégramme, commutez (over).

APPENDICE 13.

Obtention des relèvements radiogoniométriques.

(Voir l'article 30.)

I. Instructions générales.

A. Avant d'appeler une ou plusieurs stations radiogoniométriques, pour demander son relèvement, la station mobile doit rechercher dans la nomenclature:

1^o Les indicatifs d'appel des stations à appeler pour obtenir les relèvements radiogoniométriques qui l'intéressent.2^o L'onde sur laquelle les stations radiogoniométriques veillent, et l'onde ou les ondes sur lesquelles elles prennent les relèvements.3^o Les stations radiogoniométriques qui, grâce à des liaisons par fils spéciaux, peuvent être groupées avec la station radiogoniométrique à appeler.

B. La procédure à suivre par la station mobile dépend de diverses circonstances. D'une façon générale, elle doit tenir compte de ce qui suit:

1^o Si les stations radiogoniométriques ne veillent pas sur la même onde, que ce soit l'onde pour l'opération du relèvement ou une autre onde, les relèvements doivent être demandés séparément à chaque station ou groupe de stations utilisant une onde donnée.2^o Si toutes les stations radiogoniométriques intéressées veillent sur une même onde, et si elles sont en mesure de prendre des relèvements sur une onde commune — qui peut être une autre onde que l'onde de veille — il y a lieu de les appeler ensemble, afin que les relèvements soient pris par toutes ces stations à la fois, sur une seule et même émission.3^o Si plusieurs stations radiogoniométriques sont groupées à l'aide de fils spéciaux une seule d'entre elles doit être appelée, même si toutes sont munies d'appareils émetteurs. Dans ce cas, la station mobile doit cependant, s'il est nécessaire, mentionner dans l'appel, au moyen des indicatifs d'appel, les stations radiogoniométriques dont elle désire obtenir des relèvements.

II. Règles de procédure.

A. La station mobile appelle la ou les stations radiogoniométriques sur l'onde indiquée à la nomenclature comme étant leur onde de veille. Elle transmet l'abréviation QTE qui signifie:

„Je désire connaître mon relèvement radiogoniométrique par rapport à la station radiogoniométrique à laquelle je m'adresse.“

ou

„Je désire connaître mon relèvement radiogoniométrique par rapport à la ou aux stations dont les indicatifs d'appel suivent.“

ou

„Je désire connaître mon relèvement radiogoniométrique par rapport aux stations radiogoniométriques groupées sous votre contrôle.“

le ou les indicatifs d'appel nécessaires, et finit en indiquant, si besoin est, l'onde qu'elle va employer pour faire établir son relèvement. Après cela, elle attend des instructions.

B. La ou les stations radiogoniométriques appelées se préparent à prendre le relèvement; elles avertissent, si nécessaire, les stations radiogoniométriques avec lesquelles elles sont conjuguées. Aussitôt que les stations radiogoniométriques sont prêtes, celles parmi ces stations qui sont pourvues d'appareils émetteurs répondent à l'adresse de la station mobile, dans l'ordre alphabétique de leurs indicatifs d'appel, en donnant leur indicatif d'appel suivi de la lettre K.

Dans le cas où il s'agit de stations radiogoniométriques groupées, la station appelée prévient les autres stations du groupement et informe la station mobile dès que les stations du groupement sont prêtes à prendre le relèvement.

C. Après avoir, si nécessaire, préparé sa nouvelle onde de transmission, la station mobile répond en transmettant son indicatif d'appel, combiné éventuellement avec un autre signal, pendant un temps suffisamment prolongé pour permettre le relèvement.

D. La ou les stations radiogoniométriques qui sont satisfaites de l'opération transmettent le signal QTE („Votre relèvement vrai par rapport à moi était de ... degrés“), précédé de l'heure de l'observation, et suivi d'un groupe de trois chiffres (000 à 359) indiquant, en degrés, le relèvement vrai de la station mobile par rapport à la station radiogoniométrique.

Si une station radiogoniométrique n'est pas satisfaite de l'opération, elle demande à la station mobile de répéter l'émission indiquée en C.

E. Dès que la station mobile a reçu le résultat de l'observation, elle répète le message à la station radiogoniométrique qui, alors, annonce que la répétition est exacte ou, le cas échéant, rectifie en répétant le message. Quand la station radiogoniométrique a la certitude que la station mobile a correctement reçu le message, elle transmet le signal „fin de travail“. Ce signal est alors répété par la station mobile pour indiquer que l'opération est terminée.

F. Les indications relatives: a) au signal à employer pour obtenir le relèvement; b) à la durée des émissions à faire par la station mobile et c) à l'heure utilisée par la station radiogoniométrique considérée, sont données dans la nomenclature.

APPENDICE 14.

Règlement intérieur du Comité consultatif international des radiocommunications

(C. C. I. R.)

(Voir l'article 31.)

Article premier.

On entend par „administration gérante“, l'administration qui est chargée d'organiser une réunion du C. C. I. R. L'administration gérante commence à s'occuper des travaux du C. C. I. R. cinq mois après la clôture de la réunion précédente; son rôle expire cinq mois après la clôture de la réunion qu'elle a organisée.

Article 2.

L'administration gérante fixe le lieu et la date définitive de la réunion qu'elle est chargée d'organiser. Au moins six mois avant la date susdite, l'administration gérante adresse l'invitation pour cette réunion à toutes les administrations de l'Union internationale des télécommunications et, par l'entremise de celles-ci, aux compagnies, aux groupes des compagnies et aux organismes internationaux radioélectriques visés à l'article 31 du Règlement général des radiocommunications.

Article 3.

§ 1. La première séance de l'assemblée plénière est ouverte par l'administration gérante. Cette assemblée constitue les commissions nécessaires et répartit entre elles, par catégories, les questions à traiter. Elle désigne aussi le président et le vice-président du C. C. I. R., le président et le ou les vice-présidents de chaque commission.

§ 2. Le président du C. C. I. R. dirige les assemblées plénières; il a, en outre, la direction générale des travaux de la réunion. Les vice-présidents prêtent assistance aux présidents et les remplacent en cas d'absence.

Article 4.

Le secrétariat de la réunion du C. C. I. R. est assuré par l'administration gérante, avec la collaboration du Bureau de l'Union.

Article 5.

En principe, les procès-verbaux et les rapports ne reproduisent les exposés des délégués que dans leurs points principaux. Cependant, chaque délégué a le droit de demander l'insertion analytique ou in extenso au procès-verbal ou au rapport de toute déclaration qu'il a faite, à condition qu'il en fournisse le texte au plus tard le matin qui suit la fin de la séance.

Article 6.

§ 1. Une délégation qui serait empêchée, pour une cause grave, d'assister à des séances, a la faculté de charger de sa ou de ses voix une autre délégation. Toutefois, une même délégation ne peut réunir et disposer dans ces conditions des voix de plus de deux délégations, y compris la sienne ou les siennes.

§ 2. Une proposition n'est adoptée que si elle réunit la majorité absolue des suffrages exprimés; en cas d'égalité de voix, elle est écartée. Les procès-verbaux indiqueront le nombre des délégations qui ont voté pour et le nombre de celles qui ont voté contre la proposition.

§ 3. Les votations ont lieu soit à mains levées, soit, sur demande d'une délégation, par appel nominal, dans l'ordre alphabétique du nom français des pays participants. Dans ce dernier cas, les procès-verbaux indiqueront les délégations qui ont voté pour et celles qui ont voté contre la proposition.

Article 7.

§ 1. Les commissions instituées par l'assemblée plénière peuvent se subdiviser en sous-commissions, et les sous-commissions en sous-sous-commissions.

§ 2. Les présidents des commissions proposent à la ratification de la commission respective le choix du président de chaque sous-commission et sous-sous-commission. Les commissions, sous-commissions et sous-sous-commissions nomment elles-mêmes leurs rapporteurs.

§ 3. Les avis émis par les commissions doivent porter la formule: „à l'unanimité“ si l'avis a été émis à l'unanimité des votants, ou la formule: „à la majorité“ si l'avis a été adopté à la majorité.

Article 8.

Le Bureau de l'Union prend part aux divers travaux du C. C. I. R. en vue de la centralisation et de la publication d'une documentation générale à l'usage des administrations.

Article 9.

§ 1. A la séance de clôture de l'assemblée plénière, le président communique la liste des avis et celle des questions qui restent à résoudre et des questions nouvelles soumises par les commissions.

§ 2. Le président constate, le cas échéant, l'adoption définitive des avis exprimés. S'il y a lieu à votation à l'assemblée plénière, les formules „à l'unanimité“ ou „à la majorité“ s'appliquent à cette votation.

§ 3. Les questions non résolues et les questions nouvelles sont enregistrées par le président, si l'assemblée est d'accord pour en faire poursuivre l'étude. Celui-ci demande ensuite quelles administrations désirent se charger de la préparation des propositions se rapportant à ces questions et quelles autres administrations ou entreprises d'exploitation radioélectrique sont prêtes à collaborer aux travaux. D'après les réponses, il dresse une liste officielle des questions à inscrire à l'ordre du jour de la réunion suivante, avec l'indication des administrations centralisatrices et des administrations et entreprises privées d'exploitation radioélectrique collaboratrices. Cette liste est insérée au procès-verbal de l'assemblée.

§ 4. A la même séance de l'assemblée plénière, le C. C. I. R., sur l'offre ou le consentement de la délégation intéressée, désigne l'administration qui convoquera la réunion suivante et la date approximative de cette réunion.*

Article 10.

§ 1. Après la clôture de la réunion, la préparation des questions mises à l'étude est confiée à l'administration désignée pour organiser la prochaine réunion (administration gérante nouvelle). Les affaires en instance sont, au contraire, confiées à l'administration gérante ancienne, laquelle est chargée de les terminer, en collaboration avec le Bureau de l'Union.

§ 2. L'ancienne administration gérante transmet les documents à la nouvelle administration gérante, au plus tard cinq mois après la clôture de cette réunion.

Article 11.

Après la fin d'une réunion, toutes les autres questions que les administrations et compagnies d'exploitation radioélectrique désirent soumettre au comité sont adressées à la nouvelle administration gérante. Cette administration inscrit ces questions à l'ordre du jour de la prochaine réunion. Toutefois, aucune question ne peut y être comprise, si elle n'a été communiquée à l'administration gérante au moins six mois avant la date de la réunion.

Article 12.

§ 1. Tous les documents afférents à une réunion, envoyés avant cette réunion à l'administration gérante, ou présentés pendant la réunion, sont imprimés et distribués par le Bureau de l'Union en collaboration avec l'administration gérante.

§ 2. Lorsque l'étude d'une question a été confiée à une administration centralisatrice, il appartient à cette administration de faire le nécessaire pour procéder à l'étude de la question. Les administrations et les compagnies d'exploitation radioélectrique collaboratrices doivent envoyer directement à l'administration centralisatrice leur rapport sur cette question six mois avant la date de la réunion du C. C. I. R., afin que ladite administration en puisse tenir compte dans son rapport général et dans ses propositions.

§ 3. Toutefois, les administrations et les compagnies d'exploitation radioélectrique sont libres d'envoyer aussi copie de leur rapport au Bureau de l'Union, si elles désirent que ces rapports soient communiqués immédiatement et séparément, par les soins dudit Bureau, à toutes les administrations et compagnies intéressées.

Article 13.

L'administration gérante peut correspondre directement avec les administrations et les compagnies d'exploitation radioélectrique reconnues susceptibles de collaborer aux travaux du comité. Elle remet au moins un exemplaire des documents au Bureau de l'Union.

PROTOCOLE FINAL

au

Règlement général des radiocommunications

annexé à la

Convention internationale des télécommunications.

Au moment de procéder à la signature du Règlement général des radiocommunications annexé à la Convention internationale des télécommunications, les plénipotentiaires soussignés prennent acte des déclarations suivantes:

I.

Les plénipotentiaires de l'Allemagne déclarent formellement que leur gouvernement se réserve le droit de maintenir l'usage des ondes de 105 kc/s (2 857 m) et 117,5 kc/s (2 553 m) pour quelques services de presse spéciaux faits par radiotéléphonie.

II.

Les plénipotentiaires des Indes néerlandaises déclarent formellement que leur gouvernement se réserve le droit de ne pas permettre aux stations mobiles de son pays d'appliquer les dispositions des deux dernières phrases de l'article 26, § 1, (1) du Règlement général concernant la retransmission des radiotélégrammes par l'intermédiaire d'une station mobile dans le seul but d'accélérer ou de faciliter la transmission au lieu de les transmettre à la station terrestre la plus proche.

III.

Les plénipotentiaires de l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes déclarent formellement que leur gouvernement se réserve le droit d'utiliser les bandes de fréquences suivantes pour les services ci-après énumérés:

150 à 285 kc/s	(2 000 à 1 053 m)	radiodiffusion
285 à 315 kc/s	(1 053 à 952 m)	radiophares
315 à 340 kc/s	(952 à 882 m)	services aéronautiques et radiogoniométrie
340 à 420 kc/s	(882 à 714 m)	radiodiffusion
515 à 550 kc/s	(583 à 545 m)	services aéronautiques
9 600 à 9 700 kc/s	(31,25 à 30,93 m)	radiodiffusion
11 700 à 11 900 kc/s	(25,64 à 25,21 m)	services fixes
12 100 à 12 300 kc/s	(24,79 à 24,39 m)	radiodiffusion
15 350 à 15 450 kc/s	(19,54 à 19,42 m)	radiodiffusion
17 800 à 17 850 kc/s	(16,85 à 16,81 m)	radiodiffusion
21 550 à 21 750 kc/s	(13,92 à 13,79 m)	radiodiffusion.

IV.

Se référant à la déclaration faite dans le présent Protocole par les plénipotentiaires de l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes relativement à l'utilisation de certaines bandes de fréquences, les plénipotentiaires de la Chine déclarent formellement que leur gouvernement se réserve le droit de prendre toutes les mesures qui seraient éventuellement nécessaires en vue de protéger leurs radiocommunications contre tout brouillage qui pourrait être occasionné par la mise en exécution desdites réserves du Gouvernement de l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes.

V.

Le plénipotentiaire de la Hongrie déclare formellement qu'en raison de la réserve de l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes relative à l'article 7 du Règlement

* Note du B. I.: Dans sa 3e assemblée plénière, la Conférence radiotélégraphique de Madrid a décidé qu'il serait permis à la 3e réunion du C. C. I. R. d'examiner la question de savoir s'il convient que ce comité se réunisse au même lieu et à la même époque que la prochaine conférence radiotélégraphique administrative. La recommandation du C. C. I. R. à ce sujet serait à considérer par l'administration qui invitera la prochaine conférence et par les autres administrations de l'Union qui décideraient s'il y a lieu de donner suite à cette recommandation.

La procédure à suivre après la 3e réunion du C. C. I. R. est indiquée dans le procès-verbal de la 4e assemblée plénière de la Conférence radiotélégraphique de Madrid.

général des radiocommunications (répartition et emploi des fréquences), son gouvernement se réserve le droit de ne pas appliquer les dispositions du § 5, (2) dudit article dans les cas où les émissions des postes installés par l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes, en exécution de ses réserves, brouilleraient d'une manière grave les émissions de stations hongroises.

VI.

Se référant à la déclaration faite dans le présent Protocole par les plénipotentiaires de l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes relativement à l'utilisation de certaines bandes de fréquences, les plénipotentiaires du Japon déclarent formellement que leur gouvernement se réserve pour le Japon, Chosen, Taiwan, Karafuto, le Territoire à bail du Kwantung et les Iles des Mers du Sud sous mandat japonais, le droit de prendre toutes les mesures qui seraient éventuellement nécessaires en vue de protéger leurs radiocommunications contre tout brouillage qui pourrait être occasionné par la mise en exécution desdites réserves du Gouvernement de l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes.

VII.

Les plénipotentiaires de la Pologne et de la Roumanie, vu les réserves déjà formulées au sujet de l'utilisation de certaines bandes de fréquences, déclarent formellement que, dans le cas où un arrangement régional (Conférence européenne) ou particulier satisfaisant n'aboutirait pas, chacun de leurs gouvernements se réserve le droit de faire éventuellement des dérogations en ce qui concerne l'utilisation pour les services aéronautiques de certaines fréquences en dehors des bandes attribuées par l'article 7 du Règlement général des radiocommunications, en accord avec les pays voisins intéressés, et spécialement de ne pas attendre le délai prévu au § 5, (2) de cet article, pour sauvegarder les besoins fondamentaux de ces services contre tout brouillage qui pourrait être occasionné par la mise en exécution des réserves ci-avant mentionnées.

En foi de quoi les plénipotentiaires ci-après ont dressé le présent Protocole et ils l'ont signé en un exemplaire qui restera dans les archives du Gouvernement de l'Espagne et dont une copie sera remise à chaque gouvernement signataire dudit Protocole.

Fait à Madrid, le 9 décembre 1932.

Suivent les signatures.

Les pays qui ont signé le Protocole final sont les mêmes que ceux qui ont signé le Règlement général des radiocommunications. Toutefois, pour la Pologne, seuls MM. Kowalski et Kruliz ont signé.

Règlement additionnel des Radiocommunications

annexé à la

Convention internationale des télécommunications.

Article premier.

Application des Règlements télégraphique et téléphonique aux radiocommunications.

[568] § 1. Les dispositions des Règlements télégraphique et téléphonique sont applicables aux radiocommunications en tant que les Règlements des radiocommunications n'en disposent pas autrement.

[569] § 2. (1) Les radiotélégrammes sont rédigés et traités conformément aux dispositions fixées dans le Règlement télégraphique pour les télégrammes, sauf les exceptions prévues dans les articles suivants.

[570] (2) L'emploi de groupes de lettres du Code International de Signaux est permis dans les radiotélégrammes échangés avec les navires.

[571] § 3. Le mot RADIO ou AERADIO, respectivement, étant toujours ajouté, dans la nomenclature, au nom de la station terrestre mentionnée dans l'adresse des radiotélégrammes, ce mot ne doit pas être donné, comme indication de service, en tête du préambule, dans la transmission d'un radiotélégramme.

Article 2.

Taxes.

[572] § 1. La taxe d'un radiotélégramme originaire ou à destination d'une station mobile ou échangé entre stations mobiles comprend, selon le cas:

[573] a) la taxe de bord, revenant à la station mobile d'origine ou de destination, ou à ces deux stations;

[574] b) la ou les taxes terrestres [voir § 3, (2)] revenant à la station terrestre ou aux stations terrestres qui participent à la transmission;

[575] c) la taxe pour la transmission sur le réseau général des voies de télécommunication, calculée d'après les règles ordinaires;

[576] d) la taxe afférente aux opérations accessoires demandées par l'expéditeur.

[577] § 2. (1) La taxe terrestre et celle de bord sont fixées suivant le tarif par mot pur et simple, sans perception d'un minimum.

[578] (2) La taxe maximum terrestre est de soixante centimes (0 fr. 60) par mot; la taxe maximum de bord est de quarante centimes (0 fr. 40) par mot.

[579] (3) Les taxes terrestres ou de bord afférentes aux radiotélégrammes intéressant des stations non encore inscrites à la nomenclature peuvent être fixées d'office par le bureau taxateur aux maxima visés ci-avant.

[580] (4) Toutefois, chaque administration se réserve la faculté de fixer et d'autoriser des taxes terrestres ou de bord supérieures aux maxima indiqués ci-avant, dans le cas de stations terrestres ou d'aéronef exceptionnellement onéreuses, du fait de l'installation ou de l'exploitation.

[581] (5) La taxe radiotélégraphique des radiotélégrammes CDE est réduite dans les mêmes proportions que la taxe télégraphique de ces mêmes radiotélégrammes.

[582] (6) Dans le trafic entre postes de bord, direct ou par l'intermédiaire d'une seule station côtière, la taxe à appliquer aux radiotélégrammes CDE est toujours égale aux six dixièmes ($\frac{6}{10}$) de la taxe pleine.

[583] (7) La réduction accordée est toujours applicable aux taxes éventuelles de retransmission radiotélégraphique.

[584] (8) Le minimum de perception égal à la taxe de cinq mots, prévu à l'article 26, § 3, a) du Règlement télégraphique, n'est pas applicable au parcours radiotélégraphique des radiotélégrammes.

[585] § 3. (1) Lorsqu'une station terrestre est utilisée comme intermédiaire entre des stations mobiles, il n'est perçu qu'une seule taxe terrestre. Si la taxe terrestre applicable aux échanges avec la station mobile qui transmet est différente de celle applicable aux échanges avec la station mobile qui reçoit, c'est la plus élevée de ces deux taxes qui est perçue. Il peut être perçu, en outre, une taxe territoriale télégraphique, égale à celle qui, au § 5 ci-après, est indiquée comme étant applicable à la transmission sur les voies de télécommunication.

[586] (2) Lorsque, sur la demande de l'expéditeur, deux stations terrestres sont utilisées comme intermédiaires entre deux stations mobiles, la taxe terrestre de chaque station est perçue ainsi que la taxe télégraphique afférente au parcours entre les deux stations.

[587] § 4. Le service et les taxes des retransmissions sont réglés par l'article 7 du présent Règlement.

[588] § 5. (1) Dans le cas où des radiotélégrammes originaires ou à destination d'un pays sont échangés directement par ou avec les stations terrestres de ce pays, la taxe télégraphique applicable à la transmission sur les voies intérieures de télécommunication de ce pays est, en principe, calculée suivant le tarif par mot pur et simple, sans perception d'un minimum. Cette taxe est notifiée, en francs-or, au Bureau de l'Union par l'administration dont relèvent les stations terrestres.

[589] (2) Lorsqu'un pays se trouve dans l'obligation d'imposer un minimum de perception, en raison du fait que son système de télécommunications intérieures n'est pas exploité par le gouvernement, il doit en informer le Bureau de l'Union, qui mentionne dans la nomenclature le montant de ce minimum de perception à la suite de l'indication de la taxe par mot. A défaut d'une pareille mention, la taxe à appliquer est celle par mot pur et simple, sans perception d'un minimum.

[590] § 6. Le pays sur le territoire duquel est établie une station terrestre servant d'intermédiaire pour l'échange de radiotélégrammes entre une station mobile et un autre pays est considéré, en ce qui concerne l'application des taxes télégraphiques, comme pays de provenance ou de destination de ces radiotélégrammes et non comme pays de transit.

[591] § 7. La taxe totale des radiotélégrammes est perçue sur l'expéditeur, à l'exception:

[592] 1^o des frais d'express à percevoir à l'arrivée [article 62, § 5, (2) du Règlement télégraphique];

[593] 2^o des taxes applicables aux réunions ou altérations de mots non admises, constatées par le bureau ou la station mobile de destination (article 23, § 1 du Règlement télégraphique); ces taxes sont perçues sur le destinataire.

[594] § 8. Le compte des mots par le bureau d'origine est décisif au sujet des radiotélégrammes à destination de stations mobiles, et celui de la station mobile d'origine est décisif au sujet des radiotélégrammes originaires des stations mobiles, tant pour la transmission que pour les comptes internationaux. Toutefois, quand le radiotélégramme est rédigé totalement ou partiellement soit dans une des langues du pays de destination, en cas de radiotélégrammes originaires des stations mobiles, soit dans une des langues du pays dont dépend la station mobile, s'il s'agit de radiotélégrammes à destination de stations mobiles, et que le radiotélégramme contient des réunions ou des altérations de mots contraires à l'usage de cette langue, le bureau ou la station mobile de destination, suivant le cas, a la faculté de recouvrer sur le destinataire le montant de la taxe non perçue. En cas de refus de paiement, le radiotélégramme peut être arrêté.

[595] § 9. Aucune taxe afférente au parcours radioélectrique, dans le service mobile, n'est perçue pour les radiotélégrammes d'un intérêt général immédiat, rentrant dans les catégories suivantes:

[596] a) messages de détresse et réponses à ces messages;

[597] b) avis originaires des stations mobiles sur la présence de glaces, épaves et mines, ou annonçant des cyclones et tempêtes;

[598] c) avis annonçant des phénomènes brusques menaçant la navigation aérienne ou la survenue soudaine d'obstacles dans les aérodromes;

[599] d) avis originaires des stations mobiles, notifiant des changements soudains dans la position des bouées, le fonctionnement des phares, appareils de balisage, etc.;

[600] e) avis de service relatifs aux services mobiles.

[601] § 10. (1) Les taxes terrestres et de bord sont réduites de 50% pour les radiotélégrammes de presse originaires d'une station de bord et destinés à la terre ferme. Ces radiotélégrammes sont soumis aux conditions d'admission prévues par le Règlement télégraphique international pour les télégrammes de presse. Pour ceux qui sont adressés à une destination dans le pays de la station terrestre, la taxe télégraphique à percevoir est la moitié de la taxe télégraphique applicable à un radiotélégramme ordinaire.

[602] (2) Les radiotélégrammes de presse à destination d'un pays autre que celui de la station terrestre jouissent du tarif de presse en vigueur entre le pays de la station terrestre et le pays de destination.

[603] § 11. (1) a) Les taxes terrestres et de bord applicables aux radiotélégrammes météorologiques sont réduites d'au moins 50% dans toutes les relations.

[604] b) Pour les stations terrestres, la date à laquelle cette disposition sera mise en vigueur sera fixée par accord entre les administrations et compagnies exploitantes, d'une part, et les services météorologiques officiels intéressés d'autre part.

[605] (2) a) Le terme „radiotélégramme météorologique“ désigne un radiotélégramme envoyé par un service météorologique officiel ou par une station en relation officielle avec un tel service, et adressé à un tel service ou à une telle station, et qui contient exclusivement des observations météorologiques ou des prévisions météorologiques.

[606] b) Ces radiotélégrammes comportent, obligatoirement, en tête de l'adresse, l'indication de service taxée = OBS =.

[607] (3) Sur demande, l'expéditeur doit déclarer que le texte de son radiotélégramme correspond aux conditions fixées ci-avant.

[608] § 12. Les stations mobiles doivent connaître les tarifs nécessaires pour la taxation des radiotélégrammes. Toutefois, elle sont autorisées, le cas échéant, à se renseigner auprès des stations terrestres; les montants des tarifs que celles-ci indiquent sont donnés en francs-or.

[609] § 13. (1) Toute taxe nouvelle, toutes modifications d'ensemble ou de détail concernant les tarifs ne sont exécutoires que 15 jours après leur notification par le Bureau de l'Union (jour de dépôt non compris) et ne sont mises en application qu'à partir du 1-er ou du 16 qui suit le jour d'expiration de ce délai.

[610] (2) Toutefois, pour les radiotélégrammes originaires des stations mobiles, les modifications aux tarifs ne sont exécutoires qu'un mois après les délais fixés à l'alinéa (1).

[611] (3) Les dispositions des alinéas ci-avant n'admettent aucune exception.

Article 3.

Ordre de priorité des communications dans le service mobile.

[612] L'ordre de priorité des radiocommunications visées au chiffre 6^o de l'article 24 du Règlement général est, en principe, le suivant:

1^o radiotélégrammes d'Etat;

2^o radiotélégrammes relatifs à la navigation, aux mouvements et aux besoins des navires, à la sécurité et à la régularité des services aériens, et messages d'observation du temps destinés à un service météorologique officiel;

3^o radiotélégrammes de service relatifs au fonctionnement du service des radiocommunications ou à des radiotélégrammes précédemment échangés;

4^o radiotélégrammes de la correspondance publique.

Article 4.

Heure de dépôt des radiotélégrammes.

[613] § 1. Dans la transmission des radiotélégrammes originaires d'une station mobile, la date et l'heure du dépôt à cette station sont indiquées dans le préambule.

[614] § 2. Pour indiquer l'heure de dépôt des radiotélégrammes acceptés dans les stations mobiles, le préposé se base sur le temps moyen de Greenwich et utilise la notation suivant le cadran de 24 heures. Cette heure est toujours exprimée et transmise à l'aide de quatre chiffres (0001 à 2400).

[615] § 3. Toutefois, les administrations des pays situés en dehors de la zone „A“ (appendice 5) peuvent autoriser les stations des navires longeant les côtes de leur pays à utiliser le temps du fuseau pour l'indication, en un groupe de quatre chiffres, de l'heure de dépôt, et, dans ce cas, le groupe doit être suivi de la lettre F.

Article 5.

Adresse des radiotélégrammes.

[616] § 1. (1) L'adresse des radiotélégrammes à destination des stations mobiles doit être aussi complète que possible, elle est obligatoirement libellée comme suit:

[617] a) nom ou qualité du destinataire avec indication complémentaire, s'il y a lieu;

[618] b) nom de la station de navire ou, dans le cas d'une autre station mobile, indicatif d'appel, tels qu'ils figurent dans la nomenclature appropriée;

[619] c) nom de la station terrestre chargée de la transmission, tel qu'il figure dans la nomenclature.

[620] (2) Toutefois, le nom et l'indicatif d'appel prévus au § 1, (1) b) peuvent être remplacés, aux risques et périls de l'expéditeur, par l'indication du parcours effectué par la station mobile, ce parcours étant déterminé par le nom des ports de départ et d'arrivée ou par toute autre mention équivalente.

[621] (3) Dans l'adresse, le nom de la station mobile et celui de la station terrestre, écrits tels qu'ils figurent dans les nomenclatures appropriées, sont, dans tous les cas et indépendamment de leur longueur, comptés individuellement pour un mot.

[622] § 2. (1) Les stations mobiles non pourvues de la nomenclature officielle des bureaux télégraphiques peuvent faire suivre le nom du bureau télégraphique de destination du nom de la subdivision territoriale et, éventuellement, du nom du pays de destination, si elles doutent que, sans cette adjonction, l'acheminement puisse être assuré sans hésitation.

[623] (2) Le nom du bureau télégraphique et les indications complémentaires ne sont, dans ce cas, comptés et taxés que pour un seul mot. L'agent de la station terrestre qui reçoit le radiotélégramme maintient ou supprime ces indications, ou encore modifie le nom du bureau de destination, selon qu'il est nécessaire ou suffisant pour diriger le radiotélégramme sur sa véritable destination.

Article 6.

Réception douteuse. Transmission par „ampliation”. Radiocommunications à grande distance.

[624] § 1. (1) Quand, dans le service mobile, la communication devient difficile, les deux stations en correspondance s'efforcent d'assurer l'échange du radiotélégramme en cours de transmission. La station réceptrice ne peut demander que deux fois la répétition d'un radiotélégramme dont la réception est douteuse. Si cette triple transmission demeure sans résultat, le radiotélégramme est conservé en instance, en vue d'une occasion favorable de le terminer pouvant survenir.

[625] (2) Si la station transmettrice juge qu'il ne lui sera pas possible de rétablir la communication avec la station réceptrice dans les 24 heures, elle agit comme suit:

[626] a) Si la station transmettrice est une station mobile

[627] Elle fait connaître, immédiatement, à l'expéditeur, la cause de la non transmission de son radiotélégramme. L'expéditeur peut alors demander:

[628] 1^o que le radiotélégramme soit transmis par l'intermédiaire d'une autre station terrestre ou par l'intermédiaire d'autres stations mobiles;

[629] 2^o que le radiotélégramme soit retenu jusqu'à ce qu'il puisse être transmis sans augmentation de la taxe;

[630] 3^o que le radiotélégramme soit annulé.

[631] b) Si la station transmettrice est une station terrestre

[632] Elle applique au radiotélégramme les dispositions de l'article 9 du présent Règlement.

[633] § 2. Lorsqu'une station mobile transmet ultérieurement le radiotélégramme qu'elle a ainsi retenu, à la station terrestre qui l'a reçu incomplètement, cette nouvelle transmission doit comporter l'indication de service „ampliation” dans le préambule du radiotélégramme, ou si ce radiotélégramme est transmis à une autre station terrestre qui dépend de la même administration ou de la même exploitation privée, cette nouvelle transmission doit comporter l'indication de service „ampliation via...” (insérer ici l'indicatif d'appel de la station terrestre à laquelle le radiotélégramme a été transmis en premier lieu) et ladite administration ou exploitation privée ne peut réclamer que les taxes afférentes à une seule transmission. Les frais supplémentaires résultant de la transmission du radiotélégramme sur les voies de communication du réseau général entre cette „autre station terrestre”, par l'intermédiaire de laquelle le radiotélégramme a été acheminé, et le bureau de destination peuvent être réclamés par ladite autre station terrestre à la station mobile d'origine.

[634] § 3. Lorsque la station terrestre chargée, d'après le libellé de l'adresse du radiotélégramme, d'effectuer la transmission de celui-ci ne peut pas atteindre la station mobile de destination, et qu'elle a des raisons de supposer que cette station mobile se trouve dans le rayon d'action d'une autre station terrestre de l'administration ou de l'exploitation privée dont elle-même dépend, elle peut, si aucune perception de taxe supplémentaire ne doit en résulter, diriger le radiotélégramme sur cette autre station terrestre.

[635] § 4. (1) Une station du service mobile qui a reçu un radiotélégramme sans avoir pu en accuser la réception dans des conditions normales doit saisir la première occasion favorable pour le faire.

[636] (2) Lorsque l'accusé de réception d'un radiotélégramme échangé entre une station mobile et une station terrestre ne peut pas être donné directement, il est acheminé par l'intermédiaire d'une autre station mobile ou terrestre, si celle-ci est à même de communiquer avec la station qui a transmis le radiotélégramme en litige. En tout cas, aucune taxe supplémentaire ne doit en résulter.

[637] § 5. (1) Les administrations se réservent la faculté d'organiser un service de radiocommunication à grande distance entre stations terrestres et stations mobiles, avec accusé de réception différé ou sans accusé de réception.

[638] (2) Quand il y a doute sur l'exactitude d'une partie quelconque d'un radiotélégramme transmis selon l'un ou l'autre de ces systèmes, la mention „réception douteuse” est inscrite sur le feuillet de réception remis au destinataire, et les mots ou groupes de mots douteux sont soulignés. Si des mots manquent, des blancs sont laissés aux endroits où ces mots devraient se trouver.

[639] (3) Lorsque, dans le service des radiocommunications à grande distance avec accusé de réception différé, la station terrestre transmettrice n'a pas reçu, dans un délai de 5 jours, l'accusé de réception d'un radiotélégramme qu'elle a transmis, elle en informe le bureau d'origine dudit radiotélégramme. Le remboursement des taxes terrestres et de bord doit être différé jusqu'à ce que le bureau de dépôt se soit assuré auprès de la station terrestre en cause qu'aucun accusé de réception n'est parvenu après coup dans un délai d'un mois.

Article 7.

Retransmission par les stations du service mobile.

[640] A. Retransmission à la demande de l'expéditeur.

[641] § 1. Les stations du service mobile doivent, si la demande en est faite par l'expéditeur, servir d'intermédiaires pour l'échange des radiotélégrammes originaux ou à destination d'autres stations du service mobile; toutefois, le nombre des stations du service mobile intermédiaires est limité à deux.

[642] § 2. La taxe afférente au transit, aussi bien quand deux stations intermédiaires interviennent que quand une seule station assure le transit, est uniformément fixée à quarante centimes (0 fr. 40) par mot pur et simple, sans perception d'un minimum. Lorsque deux stations du service mobile sont intervenues, cette taxe est partagée entre elles, par moitié.

[643] § 3. Les radiotélégrammes acheminés comme il est dit ci-avant doivent porter avant l'adresse l'indication de service taxée = RM = (retransmission).

[644] B. Retransmission d'office.

[645] § 4. (1) La station terrestre qui ne peut pas atteindre la station mobile de destination d'un radiotélégramme pour lequel aucune taxe de retransmission n'a été déposée par l'expéditeur peut, pour faire parvenir le radiotélégramme à destination, avoir recours à l'intervention d'une autre station mobile, pourvu que celle-ci y consente. Le radiotélégramme est alors transmis à cette autre station mobile et l'intervention de cette dernière a lieu gratuitement.

[646] (2) La même disposition est aussi applicable dans le sens station mobile vers station terrestre en cas de nécessité.

[647] (3) Pour qu'un radiotélégramme ainsi acheminé puisse être considéré comme arrivé à destination, il faut que la station qui a eu recours à la voie indirecte ait

reçu l'accusé de réception réglementaire soit directement, soit par une voie indirecte, de la station mobile à laquelle le radiotélégramme était destiné ou de la station terrestre sur laquelle il devait être acheminé, selon le cas.

Article 8.

Avis de non remise.

[648] § 1. Lorsque, pour une cause quelconque, un radiotélégramme originaire d'une station mobile et destiné à la terre ferme ne peut pas être remis au destinataire, il est émis un avis de non remise adressé à la station terrestre qui a reçu ce radiotélégramme. Cette station terrestre, après vérification de l'adresse, réexpédie l'avis à la station mobile, si cela est possible, au besoin par l'intermédiaire d'une station terrestre du même pays ou d'un pays voisin, pour autant que la situation existante ou, éventuellement, des accords particuliers le permettent.

[649] § 2. Quand un radiotélégramme parvenu à une station mobile ne peut pas être remis, cette station en informe le bureau ou la station mobile d'origine, par un avis de service. Dans le cas d'un radiotélégramme émanant de la terre ferme, cet avis de service est transmis, autant que possible, à la station terrestre par laquelle le radiotélégramme a transité ou, le cas échéant, à une autre station terrestre du même pays ou d'un pays voisin, pour autant que la situation existante ou, éventuellement, des accords particuliers le permettent.

Article 9.

Délai de séjour des radiotélégrammes dans les stations terrestres.

[650] § 1. (1) L'expéditeur d'un radiotélégramme à destination d'un navire en mer peut préciser le nombre de jours pendant lesquels ce radiotélégramme doit être tenu à la disposition du navire par la station côtière.

[651] (2) Dans ce cas, il inscrit avant l'adresse l'indication de service taxée „x jours” ou = Jx = spécifiant ce nombre de jours, y compris celui du dépôt du radiotélégramme.

[652] § 2. (1) Lorsque la station mobile à laquelle est destiné un radiotélégramme n'a pas signalé sa présence à la station terrestre dans le délai indiqué par l'expéditeur ou, à défaut d'une telle indication, jusqu'au matin du troisième jour qui suit le jour du dépôt, la station terrestre en informe le bureau d'origine, qui prévient l'expéditeur. Celui-ci peut demander, par avis de service taxé, télégraphique ou postal, adressé à la station terrestre, que son radiotélégramme soit retenu jusqu'à l'expiration du quatorzième jour à compter du jour de dépôt (jour de dépôt non compris); en l'absence d'un tel avis, le radiotélégramme est mis au rebut à la fin du septième jour (jour de dépôt non compris).

[653] (2) Toutefois, il n'est pas tenu compte de l'expiration de l'un quelconque des délais visés ci-avant, quand la station terrestre a la certitude que la station mobile entrera prochainement dans son rayon d'action.

[654] § 3. (1) D'autre part, l'expiration des délais n'est pas attendue quand la station terrestre a la certitude que la station mobile effectuant un parcours commencé est déjà sortie définitivement de son rayon d'action ou n'y entrera pas. Si elle présume qu'aucune autre station terrestre de l'administration ou de l'exploitation privée dont elle dépend n'est en liaison avec la station mobile ou n'entrera pas en liaison avec celle-ci, la station terrestre annule le radiotélégramme en ce qui concerne son parcours entre elle et la station mobile, et informe du fait le bureau d'origine, qui prévient l'expéditeur. Dans le cas contraire, elle le dirige sur la station terrestre présumée en liaison avec la station mobile, à condition toutefois qu'aucune taxe additionnelle n'en résulte.

[655] (2) La station terrestre qui effectue la réexpédition par fil, modifie l'adresse du radiotélégramme en portant à la suite du nom de la station mobile celui de la nouvelle station terrestre chargée de la transmission et en insérant à la fin du préambule la mention de service „réexpédié de X... Radio” obligatoirement transmise sur tout le parcours du radiotélégramme.

[656] § 4. Lorsqu'un radiotélégramme ne peut pas être transmis à une station mobile, par suite de l'arrivée de celle-ci dans un port voisin de la station terrestre, cette dernière station peut, éventuellement, faire parvenir le radiotélégramme à la station mobile par d'autres moyens de communication, en informant de cette remise le bureau d'origine par avis de service. Dans ce cas, la taxe terrestre est retenue par l'administration dont dépend la station terrestre et la taxe de bord est remboursée à l'expéditeur par l'administration dont dépend le bureau d'origine.

Article 10.

Radiotélégrammes à réexpédier par voie postale ordinaire ou aérienne.

[657] § 1. Chaque administration peut, dans les relations entre stations du service mobile de son ressort, organiser, dans les conditions de réglementation et de taxation qui lui conviennent, un service de radiotélégrammes réexpédiés par poste ordinaire ou aérienne. Le cas échéant, la participation d'autres administrations à ce service est réglementée par des accords spéciaux.

[658] § 2. Ces radiotélégrammes ne comportent aucune retransmission radiotélégraphique dans le service mobile.

Article 11.

Radiotélégrammes spéciaux.

[659] § 1. Sont seuls admis, sous réserve que les administrations intéressées les acceptent:

1^o les radiotélégrammes avec réponse payée*);

2^o les radiotélégrammes avec collationnement;

3^o les radiotélégrammes à remettre par exprès;

4^o les radiotélégrammes à remettre par poste;

5^o les radiotélégrammes multiples;

6^o les radiotélégrammes avec accusé de réception, mais seulement en ce qui concerne la notification de la date et de l'heure auxquelles la station terrestre a transmis à la station mobile le radiotélégramme adressé à cette dernière;

7^o les avis de service taxés, sauf ceux qui demandent une répétition ou un renseignement; toutefois, ces derniers sont également admis s'ils transitent par la station terrestre qui a transmis le radiotélégramme. Tous les avis de service taxés sont admis sur le réseau général des voies de télécommunication.

8^o les radiotélégrammes urgents, mais seulement sur le réseau général des voies de télécommunication;

9^o les radiotélégrammes de presse originaires des stations mobiles et destinés à la terre ferme;

10^o les radiotélégrammes météorologiques (OBS).

[660] § 2. Les radiotélégrammes ne sont pas admis comme différés et comme lettres-télégrammes.

Article 12.

Radiocommunications à multiples destinations.

[661] § 1. (1) Les administrations se réservent la faculté d'organiser des services de transmission, par télégraphie sans fil ou par téléphonie sans fil, de radiocommunications à multiples destinations.

[662] (2) Seuls les expéditeurs et destinataires qui satisfont aux prescriptions et conditions spécialement établies par les administrations respectives sont admis à participer auxdits services.

[663] (3) Ces radiocommunications doivent être constituées par des informations et nouvelles politiques, commerciales, etc., et ne doivent contenir aucun passage, annonce ou communication ayant un caractère privé.

* Le bon de réponse émis à bord d'un navire donne la faculté d'expédier, dans la limite de sa valeur, un radiotélégramme à une destination quelconque, mais seulement à partir de la station de navire qui a émis ce bon.

[664] § 2. (1) a) L'expéditeur est tenu de communiquer les adresses des destinataires à l'administration du pays d'émission. Celle-ci communique aux autres administrations l'adresse des destinataires qui sont établis sur leur territoire.

[665] b) Elle notifie, en outre, pour chacun de ces destinataires, la date fixée pour la première réception, ainsi que le nom de la station d'émission et l'adresse de l'expéditeur. Les administrations se notifient mutuellement les changements intervenus dans le nombre et les adresses des expéditeurs et des destinataires.

[666] (2) Il appartient à l'administration du pays de réception d'autoriser ou non les destinataires désignés par l'expéditeur à recevoir les radiocommunications en faisant les communications nécessaires à l'administration du pays d'émission.

[667] (3) Chaque administration prend, autant que possible, les mesures appropriées en vue de s'assurer que seules les stations autorisées pour ce service spécial de communications font usage des radiocommunications en question et uniquement de celles qui leur sont destinées. Les dispositions de l'article 24 de la Convention, relatives au secret des télécommunications, s'appliquent à ces radiocommunications.

[668] § 3. (1) Ces radiocommunications sont transmises à heures fixes et comportent comme adresse un mot conventionnel placé immédiatement avant le texte.

[669] (2) Elles peuvent être rédigées soit en langage clair, soit en langage secret, d'après la décision des administrations des pays d'émission et de réception. Sauf arrangements spéciaux entre les administrations intéressées, les seules langues autorisées pour le langage clair sont le français, l'une des langues désignées par le pays d'émission, ou l'une des langues d'un des pays de réception. Les administrations des pays d'émission et de réception se réservent le droit de demander le dépôt des codes utilisés.

[670] § 4. (1) La taxe à percevoir sur l'expéditeur est fixée par l'administration du pays d'émission.

[671] (2) Les destinataires de ces radiocommunications peuvent être grevés par l'administration de leur pays, en dehors des charges prévues pour l'établissement et l'exploitation éventuels des stations privées réceptrices, d'une taxe télégraphique ou téléphonique dont le montant et les modalités sont déterminés par cette administration.

[672] (3) Les taxes de ces radiocommunications n'entrent pas dans les comptes internationaux.

Article 13.

Mise en vigueur du Règlement additionnel.

[673] Le présent Règlement additionnel entrera en vigueur le premier janvier mil neuf cent trente-quatre.

[674] En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé ce Règlement en un exemplaire qui restera déposé aux archives du Gouvernement de l'Espagne et dont une copie sera remise à chaque gouvernement.

Fait à Madrid, le 9 décembre 1932.

Suivent les signatures.

Les pays qui ont signé le Règlement additionnel des radiocommunications sont les mêmes que ceux qui ont signé le Règlement général des radiocommunications, à l'exception du Canada, des Etats-Unis d'Amérique et du Nicaragua.

PROTOCOLE ADDITIONNEL

aux actes de la

Conférence radiotélégraphique internationale de Madrid
signé par les gouvernements de la région européenne.

Les soussignés, plénipotentiaires des Gouvernements de l'Allemagne; de l'Autriche; de la Belgique; de l'Etat de la Cité du Vatican; de la Confédération suisse; du Danemark; de la Ville libre de Dantzig; de l'Egypte; de l'Espagne et de la zone espagnole du Maroc; de la Finlande; de la France et de l'Algérie, du Maroc, de la Tunisie; du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord; de la Grèce; de la Hongrie; de l'Etat libre d'Irlande; de l'Islande; de l'Italie; de la Cyrénaïque et de la Tripolitaine; de la Lettonie; de la Lituanie; de la Norvège; des Pays-Bas; de la Pologne; du Portugal; de la Roumanie; de la Suède; de la Tchécoslovaquie; de la Turquie; de l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes; de la Yougoslavie, se basant sur les dispositions de l'article 14 de la Convention radiotélégraphique internationale de Washington, ont, d'un commun accord, arrêté le Protocole additionnel suivant:

Chapitre premier.

Composition et attributions de la Conférence européenne.

§ 1.

Une conférence des gouvernements de la région européenne, destinée à conclure un arrangement concernant l'attribution des fréquences aux diverses stations de radiodiffusion, sera tenue avant l'entrée en vigueur du Règlement général des radiocommunications de Madrid. Cette conférence sera composée de représentants de tous les pays compris dans la région intéressée, adhérents aux Conventions radiotélégraphique de Berlin (1906), Londres (1912) ou Washington (1927).

Tout gouvernement d'un pays extra-européen aura la faculté de se faire représenter à la Conférence européenne par des observateurs qui seront admis à assister à toute réunion de cette conférence et de ses commissions et sous-commissions et à y prendre la parole sur toute question qu'ils estiment toucher aux droits des services radioélectriques de leurs pays.

A la Conférence européenne peuvent être admis, sur leur demande, les organismes internationaux suivants:

- U. I. R. (Union Internationale de Radiodiffusion)
 - C. I. N. A. (Commission Internationale de Navigation Aérienne)
 - C. I. R. (Comité International Radio-Maritime)
 - U. R. S. I. (Union-Radio-Scientifique Internationale)
 - International Shipping Conference.
- Ces organismes ont voix consultative.

§ 2.

La conférence, se conformant aux dispositions respectives de l'article 7 du Règlement général des radiocommunications de Madrid, attribuera les fréquences visées au paragraphe précédent soit dans les bandes autorisées pour les services de radiodiffusion, soit, en dérogation, en dehors de ces bandes.

Elle traitera toutes questions connexes.

§ 3.

Cette conférence prendra ses décisions en tenant compte des besoins de tous les pays de la région européenne.

Elle s'efforcera d'attribuer à chaque pays de la région européenne les ondes lui permettant d'assurer un service national d'une qualité raisonnablement satisfaisante, en tenant compte, dans la mesure du possible, de la situation existante.

Lorsqu'il ne lui sera pas possible d'attribuer soit dans les bandes autorisées pour les services de radiodiffusion, soit, en dérogation, en dehors de ces bandes, à certains pays dont les dimensions et la structure orographique justifieraient une telle allocation, une fréquence inférieure à 550 kc/s (longueur d'onde supérieure à 545 m), ces pays devront, autant que possible, recevoir une fréquence parmi les plus basses de la bande de 550 à 1 500 kc/s (une longueur d'onde parmi les plus longues de la bande de 545 à 200 m).

Les gouvernements soussignés reconnaissent que, pour arriver à ce résultat, il pourra leur être nécessaire de consentir des sacrifices dans l'intérêt commun.

CHAPITRE II.

Préparation de la Conférence européenne.

§ 4.

Le Gouvernement de la Confédération suisse est chargé de convoquer et de préparer la Conférence européenne.

Un projet d'attribution des fréquences aux stations de radiodiffusion sera présenté par l'Union Internationale de Radiodiffusion (U. I. R.) au gouvernement gérant (Gouvernement de la Confédération suisse) au plus tard le 15 mars 1933 et communiqué par celui-ci à tous les gouvernements de la région européenne par l'intermédiaire du Bureau international de l'Union télégraphique.

Après la distribution du rapport de l'U. I. R., chaque gouvernement intéressé aura la faculté de présenter ses observations, amendements et contre-propositions au gouvernement gérant, en vue de leur communication aux autres gouvernements de la région européenne ainsi qu'à l'U. I. R.

Le gouvernement gérant présentera à la conférence un rapport sur l'ensemble de la question.

§ 5.

La conférence se réunira le plus tôt possible et, au plus tard, le 1er juin 1933.

§ 6.

Les gouvernements soussignés donneront au gouvernement gérant soit sur la demande de celui-ci, soit de leur propre initiative, pendant toute la durée des travaux préparatoires, tout renseignement susceptible d'aider à la préparation de la Conférence européenne.

CHAPITRE III.

Dispositions particulières.

§ 7.

Dans ses décisions relatives à l'attribution des fréquences aux diverses stations de radiodiffusion, la Conférence européenne appliquera les règles du Règlement général des radiocommunications de Madrid destinées à réglementer et à mieux assurer les services de la radiodiffusion. Elle fixera la limite supérieure de la puissance non modulée mesurée dans l'antenne, susceptible d'être utilisée par chaque station pour la fréquence en question, et la limite supérieure de la valeur du champ efficace de l'onde portuse produit de jour à la frontière la plus éloignée ainsi qu'à la frontière la plus proche. Dans ses décisions y relatives elle prendra pour guide les indications contenues dans le document annexé au présent Protocole.

L'arrangement conclu à cette conférence comprendra, parmi les règles générales à observer à l'avenir, des dispositions analogues à celles ci-avant visées, ainsi qu'une clause correspondant à l'alinéa (5) du § 5 de l'article 7 du Règlement général des radiocommunications de Madrid.

Sous réserve des projets en voie d'exécution, les gouvernements soussignés s'engagent, d'ici à la conclusion des travaux de la Conférence européenne, à n'apporter dans leur service de radiodiffusion aucun changement de nature à affecter sensiblement la situation d'ensemble des services radioélectriques de la région européenne.

§ 8.

Si la Conférence européenne est amenée à envisager l'utilisation, par une station de radiodiffusion, d'une fréquence appartenant à une des bandes réservées à d'autres services régionaux européens, l'arrangement conclu stipulera qu'au cas où cette utilisation provoquerait des interférences qui n'avaient pas été prévues lors de l'admission de ladite station de radiodiffusion, les administrations intéressées s'efforceront d'obtenir des accords susceptibles d'éliminer ces interférences et que, dans ces cas, les services autorisés seront privilégiés par rapport au service de radiodiffusion.

§ 9.

Si la Conférence européenne est amenée à envisager l'utilisation, par une station de radiodiffusion, d'une fréquence appartenant à une des bandes réservées internationalement, dans le tableau général d'attribution des fréquences, aux services mobiles, elle devra, avant d'émettre son avis, procéder à une étude technique approfondie des conditions dans lesquelles ce service pourrait être effectué sans gêne pour les services mobiles internationalement autorisés et s'efforcera d'obtenir les accords nécessaires à une telle utilisation. Il est bien entendu que, par ces dérogations, il ne peut être porté atteinte aux dispositions du § 1 de l'article 7 du Règlement général des radiocommunications de Madrid, qui restent entièrement applicables.

CHAPITRE IV.

Dispositions relatives aux conditions spéciales de l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes (U. R. S. S.).

§ 10.

Les gouvernements soussignés reconnaissent les réserves suivantes de l'U. R. S. S. en ce qui regarde l'utilisation spéciale, par ses services, des fréquences suivantes:

- 150 à 285 kc/s (2 000 à 1 053 m) radiodiffusion
- 285 à 315 kc/s (1 053 à 952 m) radiophares
- 315 à 340 kc/s (952 à 882 m) services aéronautiques et radiogoniométrie
- 340 à 420 kc/s (882 à 714 m) radiodiffusion
- 515 à 550 kc/s (583 à 545 m) services aéronautiques.

Ces mêmes gouvernements déclarent que la reconnaissance susmentionnée tirant son origine de considération d'un caractère particulier, ne pourra servir de précédent dans aucun autre cas.

Dans la préparation de la Conférence européenne et pendant les travaux de cette conférence, les gouvernements soussignés, y compris l'U. R. S. S., s'engagent à prêter toute leur collaboration en vue d'aboutir à une organisation unifiée des services radioélectriques européens ayant tout spécialement pour but d'éliminer les interférences entre les stations.

CHAPITRE V.

Dispositions finales.

§ 11.

La Conférence européenne fixera la date de l'entrée en vigueur de l'arrangement conclu.

§ 12.

Les dépenses de la conférence sont à la charge des gouvernements et des organismes internationaux qui y prennent part.

§ 13.

Le présent Protocole entre en vigueur immédiatement; il cessera son effet à la date de clôture de la Conférence européenne.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Protocole additionnel en un exemplaire qui restera déposé aux archives du Gouvernement de l'Espagne et dont une copie sera remise à chaque Partie.

Fait à Madrid, le 9 décembre 1932.

Pour l'Allemagne:

Hermann Giess
Dr. Ing. Hans Carl Steidle
Dr. Paul Jäger
Dr. Hans Harbich
Paul Münch
Martin Feuerhahn
Siegfried Mey
Erhard Maertens

Pour l'Autriche:

Dr. Rudolf Oestreicher
Ing. H. Pfeuffer

Pour la Belgique:

R. Corteil

Pour l'Etat de la Cité du Vatican:

Giuseppe Gianfranceschi

Valsts Prezidents Dr K. Ulmanis Jelgavā.

Valsts Prezidentu Dr K. Ulmani braucienā uz Jelgavu sestdien, 17. oktobri, pavadīja iekšlietu ministrs V. Gulbis, valsts kancelejas direktors D. Rudzītis, adjutants plkv.-lt. Lūkins un pils komandants plkv.-lt. Bebris. Valsts Prezidents apskatīja Jelgavas pils izbūves darbus. Paskaidrojums sniedza iekšlietu ministrijas būvniecības pārvaldes priekšnieks P. Miezis. Izbūves darbi pili pārvirzījušies jau krietni tālu uz priekšu. Telpu sakārtojums Latvijas lauksaimniecības kameras vajadzībām būs ļoti ērts. Tā kā tomēr telpu iekārtojumā jāizdara lielākas pārmaiņas, tad darbi ilgs kādus pāris mēnešus.

Pēc pils apskates Valsts Prezidents Dr K. Ulmanis ar pavadoniem izbrauca cauri

Jelgavai uz Bauskas šoseju apskatīt Viskaļu muižu, jo, kamerai pārceļoties uz Jelgavu, radusies vajadzība pēc lauksaimnieciski izmantojamas zemes. Atgriežoties atpakaļ Jelgavā, Valsts Prezidents apstājās pie vācu Trisvītenības baznīcas un tās draudzei piederošām ēkām. Visiem bija liels pārsteigums, redzot, ka ēkas pamestas pilnīgi savam liktenim un atstāj ļoti sliktu iespaidu.

Atpakaļceļā uz Rīgu Valsts Prezidents apstājās pie laukuma, kuru nākošgad paredzēts izlietot kā izstādes laukumu sakarā ar nodomu nākošo Latvijas izstādi rīkot Zemgaļē.

Pēcpusdienā Valsts Prezidents ar pavadoniem atgriezās Rīgā. LTA.

- Pour la Confédération suisse:
 - G. Keller
 - E. Metzler
- Pour le Danemark:
 - Kay Christiansen
 - C. Lerche
 - Gredsted
- Pour la ville libre de Dantzig:
 - Ing. Henryk Kowalski
 - Zander
- Pour l'Égypte:
 - R. Murray
 - Mohamed Said
- Pour l'Espagne et la zone espagnole du Maroc:
 - Miguel Sastre
 - Ramon Miguel Nieto
 - Gabriel Hombre
 - Francisco Vidal
 - J. de Encio
 - Tomás Fernández Quintana
 - Leopoldo Cal
 - Trinidad Matres
- Pour la Finlande:
 - Niilo Orasmaa
 - Viljo Ylöstalo
- Pour la France et l'Algérie, le Maroc, la Tunisie:
 - Jules Gautier
- Pour le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord:
 - J. W. Phillips
 - J. Loudon
 - F. W. Home
 - C. H. Boyd
 - I. P. G. Worlledge
- Pour la Grèce:
 - Th. Pentheroudakis
 - Stam. Nicolis
- Pour la Hongrie:
 - Ing. Jules Erdöss
- Pour l'Etat libre d'Irlande:
 - P. S. Óh-Éigeartaigh
 - E. Cuisin

- Pour l'Islande:
 - G. Hliddal
- Pour l'Italie, la Cyrénaïque et la Tripolitaine:
 - G. Gneme
 - D. Crety
- Pour la Lettonie:
 - B. Einbergs
- Pour la Lithuanie:
 - Ing. K. Gaigalis
- Pour la Norvège:
 - T. Engset
 - Hermod Petersen
 - Andr. Hadland
- Pour les Pays-Bas:
 - H. J. Boetje
 - J. A. Bland v. d. Berg
- Pour la Pologne:
 - K. Krulisz
- Pour le Portugal:
 - Miguel Vaz Duarte Bacelar
 - José de Liz Ferreira jr.
 - David de Sousa Pires
 - Joaquim Rodrigues Gonçalves
- Pour la Roumanie:
 - Ing. Th. Tanasescu
- Pour la Suède:
 - G. Wold
- Pour la Tchecoslovaquie:
 - Ing. Jaromir Svoboda
- Pour la Turquie:
 - Fahri
 - I. Cemal
 - Mazhar
- Pour l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes:
 - Eugène Hirschfeld
 - Alexandre Kokadeev
- Pour la Yougoslavie:
 - D. A. Zlatanovitch

DOCUMENT annexé au PROTOCOLE ADDITIONNEL.

Directives pour la Conférence européenne en matière de limitation de puissance.

(Voir le § 7.)

(1) En principe, la puissance de stations de radiodiffusion ne doit pas dépasser la valeur permettant d'assurer économiquement un service national efficace et de bonne qualité dans les limites du pays considéré.

(2) La puissance non modulée mesurée dans l'antenne des stations de radiodiffusion ne dépassera pas les valeurs suivantes.

1. pour les fréquences inférieures à 300 kc/s (ondes supérieures à 1000 m) 150 kW;
2. pour les fréquences supérieures à 300 kc/s (ondes inférieures à 1000 m) 100 kW*).

Toutefois, la puissance pourra dépasser exceptionnellement les chiffres donnés ci-avant lorsque: 1^o la situation géographique, l'étendue du territoire à desservir, les conditions de propagation des ondes dans la zone à desservir ou des besoins nationaux exceptionnels le justifient; 2^o les dispositifs techniques utilisés le permettent sans causer une augmentation de gêne aux autres services.

(3) La puissance de toute station de radiodiffusion ne doit pas dépasser celle qui est nécessaire pour assurer un service national effectif avec un champ ne dépassant pas 2 mV/m (onde porteuse) pendant le jour à la frontière la plus éloignée.

(4) En règle générale, la valeur du champ efficace produit pendant le jour par les stations de radiodiffusion travaillant avec des fréquences inférieures à 300 kc/s (longueurs d'onde supérieures à 1000 m) ne devra pas dépasser 10 mV/m (onde porteuse) en dehors des frontières des pays auxquels appartiennent ces stations. Toutefois, des dispositions différentes permettant de dépasser ce chiffre pourront être prévues, exceptionnellement.

(Turpinājums sekos.)

*) Pour les stations suivantes: Prague, Vienne, Budapest, Paris, Toulouse, Rennes, Leipzig, actuellement en service ou en cours de construction, la puissance admise est de 120 kW.

Zemkopības ministris J. Birznieks Liepājā.

Liepājā sestdien, 17. oktobri, plkst. 12. zemkopības ministris J. Birznieks ieradās jaunajā Liepājas elektriskā spēkstacijā, kur pašreiz laida darbā trešo tvaika turbīnu. Līdz ar ministri fabrikā ieradās arī pilsētas galva E. Rimbenieks un citi viesi, kurus sagaidīja fabrikas direktors Jagars, iepazīstinot ar fabrikas darbību. Turbīnu telpa bija sapulcējušies fabrikas strādnieki, kas pasniedza ministriem ziedus. Pēc jaunās turbīnas apskates zemkopības ministri J. Birznieks uzrunāja pilsētas galva E. Rimbenieks, norādot, ka elektriskās spēkstacijas darbība paplašinājies 100-procentīgi. Kopējais enerģijas patēriņš tagad ir jau 16.000.000 kv. stundu gadā. Pilsētas galva lūdza ministri nodot Valsts Prezidentam Dr K. Ulmanim Liepājas pilsētas valdes pateicību par lielo ierosmi, kādu viņš devis visai valstij un no kurās stipri uzplaukusi arī Liepājas pilsētas saimnieciskā dzīve. Zemkopības ministris izteica prieku par lielo enerģiju un uzņēmību, kāda mājā Liepājas pilsētas pašvaldībā. „Man liels prieks paziņot Valsts Prezidentam,” teica ministris, „ka jūs tik lielā mērā esat paplašinājuši šīs iestādes darbību, ar kurās enerģiju tagad apgādā visu plašo Lejas-Kurzemes novadu par svētību plašiem lauku apgabaliem.”

Pēc spēkstacijas apskates zemkopības ministris J. Birznieks ar pavadoniem ieradās Liepājas rajona zvejnieku kooperatīva iesvētīšanas un atklāšanas svinībās. Pie goda vārtiem ministri sagaidīt bija ieradušies gandrīz visi Liepājas zvejnieki, kooperatīva darbinieki un strādnieki un arī zvejnieku delegācijas no Papes, Jūrmalciema, Jūrkalnes, Pāvilostas, Šķēdes un Durbes. Starp lūgtajiem viesiem bija Zemkopības ministrijas zvejniecības un zivkopības nodaļas vadītājs Miezis. Pirmais ministri uzrunāja un apsveica Liepājas rajona zvejnieku kooperatīva priekšnieks Priedols, pasniedzams ministriem glīti izstrādātu zvejnieku laivas modeli. Kooperatīva strādnieču vārda strādniece Bārs ministri apveltīja baltām puķēm. Kooperatīva Liepājas nodaļas valdes priekšsēdis Nīmanis zemkopības ministriem pasniedza lielu foto uzņēmumu glītā ierāmējumā ar Liepājas zvejniekostas skatu, bet citu nodaļu pārstāvi — zvejas piederumus. Tad ministri un pārējie svinību dalībnieki devās kooperatīva sapulcē telpā, kur notika svinīgais iesvētīšanas akts. Iesvētīšanu izdarīja prāvests V. Sanders. Aktu kuplināja aizsargu orķestris. Pēc iesvētīšanas Liepājas rajona zvejnieku kooperatīva

priekšnieks Priedols lūdza ministri kooperatīvu atklāt. Zemkopības ministris J. Birznieks savā atklāšanas runā starp citu teica:

„Liepājas zvejnieki veikuši lielu darbu, jo viņiem radusies ticība savai rītdienai. Ar Liepājas rajona zvejnieku kooperatīva darbības publisku atklāšanu kooperatīvs paziņojis visai sabiedrībai, ka zvejnieki apņemšies visiem spekiem stāvēt viens par visiem un visi par vienu. Kooperatīvu kustība mūsu zemē jau diezgan veca. Tā vienmēr vajadzīga tur, kur cilvēku ienākumi nav lieli un katrs santims jāizlieto lietderīgi. Zemnieki un zvejnieki mūsu zemē ir galveno vērtību ražotāji. Tie ar katru gadu mēcās savu darbu labāk padarīt, un to vislabāk padarīt var kopā ejot. Zvejnieku dzīve kooperatīvu kustība vēl jauna. Tamdēļ tai jāpiegriež nopietna vērība, un jau šodien var teikt, ka nepaies ilgs laiks, kad visas zivis, kas ievestas caur Liepājas ostas vārtiem, ies caur šo jauno zivju pārstrādāšanas iestādi. Tagadējās zivju cenas nav pietiekošas. Jāpanāk cenu uzlabošana ar zivju tirgus paplašināšanu iekšzemē, piegādājot zivis arī attālākiem lauku novadiem. Jāpavairo zvejnieku vispārīgie ienākumi, radot tiem blakus ienākumus tad, kad nav iespējas jūrā izbraukt. Zemkopības ministrija jau uzsākusi pētīt mūsu jūrmalas apstākļus, lai varētu pacelt to zvejnieku ienākumus, kas nodarbojas arī ar zemkopību, uzlabojot trūcīgo jūrmalas zemi. Jūrā paredzēts būvēt molus, lai jūrmalas iedzīvotājiem būtu vieglāk iegūt jūras mēslus savu tirumu mēslšanai. Mēs gribam jums dot arī līdzekļus zivju miltu un eļļas fabrikas ierīkošanai Liepājā (aplausi). Lai paceltu ienākumus, zvejnieki savās saimniecībās varētu piegriezt lielāku vērību vīstkopībai. Es aicinu visus zvejniekus nopietni pārdomāt un apsvērt, vai nebūtu labāk zivis laist tirgū caur vienām rokām. Atsevišķi tirgojoties, zvejniekiem būs grūti savu labklājību pacelt. Tikai ar savu kooperatīvu zvejnieki varēs tikt uz priekšu. Ja būs darba saskaņa, būs arī valdības atbalsts. Lai šī kooperatīva uzdevums vienmēr būtu kalpot Liepājas rajona zvejnieku labklājības celšanai un viņu ienākumu vairošanai. Dievs, svētī Latviju!”

Pēc valsts himnas nodziedāšanas ministris Liepājas zvejniekiem nodeva Valsts Prezidenta Dr K. Ulmana sveicienu, ko klātesošie uzņēma aplausiem. Tad apsveikuma runas teica pilsētas galva E. Rimbenieks u. c. LTA.

Valdības rīkojumi un pavēles.

Rīkojums skolu priekšniekiem un tautskolu inspektoriem.

Ir novērots, ka organizācijas vai personas, rīkodamas izrīkojumus par labu Uzvaras laukuma izbūvei, pašū reklamēšanos turējušas svarīgāku par mērķi vai arī atdevušas tikai daļu tīrā atlikuma cēlajam nodomam.

Šo nevēlamo gadījumu novēršanai uzaicinu skolu priekšniekus un tautskolu inspektoros rūpēties, lai tos skolu izrīkojumus, kas saistīti ar Uzvaras laukuma vārdu, rīkotu saziņā ar Uzvaras laukuma izbūves komiteju un lai viss tīrais atlikums no šādiem izrīkojumiem būtu paredzēts un nodots Uzvaras laukuma izbūvei.

1936. g. 15. oktobrī. A-2597.
Skolu depart. direkt. v. i. K. Ozoliņš.
Sekretārs V. Vīgants.

Vidusskolās lietošanai atļauto mācības grāmatu saraksta 3. papildinājums.*)

1. **Evangeliskā ticības mācībā.**
 - B. Atļautas lietošanai vidusskolās: H. Pelchaus un O. Pörts — Grundzüge der Kirchengeschichte für höhere Schulen. Rīgā, 1935. g. Izdevniecības „Erva” izdevums. Maksā Ls 2,50.
2. **Geogrāfijā.**
 - A. Derīgas lietošanai vidusskolās: J. Bokalders un J. Novoseilovs — Latvijas ģeogrāfija ģimnaziju 3. klasei. 7. iespiedums. Rīgā, 1936. g. Valtera un Rapas akc. sab. apgāds. Maksā cietos vakos Ls 1,80.

*) Skolās var lietot tikai Izglītības ministrijas izsludinātos sarakstos uzņemtās mācības grāmatas.

3. Ķīmijā.

- A. Derīgas lietošanai vidusskolās: G. Vanags — Organiskā ķīmija. 3. iespiedums. Rīgā, 1936. g. Grāmatu apgādn. A. Gulbis izdevums. Maksā Ls 2,40.
- Piezīme. Derīga reālajās ģimnazijās.

4. Latīņu valodā.

- B. Atļautas lietošanai vidusskolās. E. Gulbis — Vergilija Aineida. Pirmais dziedājums. Teksts, paskaidrojumi un vārdnīca. Rīgā, 1930. g. Valtera un Rapas akc. sab. izdevums. Maksā Ls 1,—.
- E. Gulbis — Ovidija metamorfozas paraugos. Teksts, paskaidrojumi un vārdnīca. Rīgā, 1930. g. Izdevis A. Gulbis. Maksā Ls 1,20.
- A. Giezens — Latīņu chrestomatija, humanitāro ģimnaziju 4. klasei. 2. d. 5. iespiedums. Rīgā, 1936. g. Autora izdevums. Maksā Ls 2,—.
- A. Giezens — C. Julii Caesaris Commentarius de bello Gallico. Liber primus et sextus. Teksts, paskaidrojumi un vārdnīca. 4. iespiedums. Autora izdevums. Maksā Ls 3,—.

5. Angļu valodā.

- A. Derīgas lietošanai vidusskolās: J. W. Hunter - Blair — Valdis and Velta in England. Rīgā, 1936. g. Valtera un Rapas akc. sab. izdevums. Maksā Ls 1,80.
- B. Atļautas lietošanai vidusskolās: Robert Louis Stevenson — Treasure Island. The College Library. L. Felsbergas paskaidrojumi un vārdnīca. Rīgā, 1936. g. Valtera un Rapas akc. sab. apgāds. Maksā Ls 1,30.
- 1936. g. 16. oktobrī. A-2608.
- Izglītības ministrs A. Tentelis.
- Skolu depart. direkt. v. i. K. Ozoliņš.

Pamatskolās lietošanai atļauto mācības grāmatu saraksta 7. papildinājums.*

1. Evanģēliskā ticības mācība.

A. Derīgas lietošanai pamatskolās:
 L. Adamovičs — No dzīvības avota. Ticības mācības viela. 1. burtnīca. Pamatskolu 1. un 2. klasei. 3. iespiedums. Rīgā, 1936. g. Izdevis Latvijas vidusskolu skolotāju kooperatīvs. Maksā Ls 2.—
 L. Adamovičs — No dzīvības avota. Ticības mācības viela. 1. burtnīca otrā puse. 2. pamatskolu klasei. Rīgā, 1936. g. Izdevis Latvijas vidusskolu skolotāju kooperatīvs. Maksā 90 sant.
 L. Adamovičs — No dzīvības avota. Bībeles viela. 2. burtnīca. Pamatskolas 3. klasei. 3. iespiedums. Rīgā, 1936. g. Izdevis Latvijas vidusskolu skolotāju kooperatīvs. Maksā Ls 1.—
 L. Adamovičs — Mana skolas grāmata. Ticības mācības viela pamatskolas 2. klasei. 3. iespiedums. Rīgā, 1936. g. Izdevusi grāmatu apgāde A. Gulbis. Maksā Ls 1.—
 Die fünf Hauptstücke des kleinen Katechismus Dr. Martin Luters. 2. iespiedums. Izdevis H. Pelchans. Rīgā, 1929. g. Maksā 30 sant.

B. Atļautas lietošanai pamatskolās:
 A. Ivans — Vadonis reliģijā un ētikā. 2. d. pamatskolas 5. un 6. klasēm. 5. izdevums. 1936. g. Izdevis J. Dūnis, Cēsis. Maksā iesieta Ls 2.—

2. Latviešu valodā.

A. Derīgas lietošanai pamatskolās:
 A. Ratermane un E. Kaķis — Runāsim latviski. Latviešu valodas mācības grāmata mazākuma tautību skolām. 1. daļa. 1. klases kurss. 8. iespiedums. Rīgā, 1936. g. Valtera un Rapas akc. sab. apgāds. Maksā 80 sant.
 A. Ratermane un E. Kaķis — Runāsim latviski. Latviešu valodas mācības grāmata mazākuma tautību skolām. 3. daļa. 3. klases kurss. 5. iespiedums. Rīgā, 1936. g. Valtera un Rapas akc. sab. apgāds. Maksā Ls 1,50.
 Fr. Jansons — Soli pa solim. Lasāmā grāmata pamatskolai. Piektais gads. 1936. g. Izdevis Latvijas skolotāju kooperatīvs un Liepājas un apkārtnes skolu kooperatīvs. Maksā Ls 1,80.
 L. Bērziņš un A. Dravnieks — Tēvu valoda. Lasāmā grāmata pamatskolām. Sestai klasei. Rīgā, 1936. g. Valtera un Rapas akc. sab. izdevums. Maksā Ls 3.—

B. Atļautas lietošanai pamatskolās:
 Fr. Jansons — Soli pa solim. Lasāmā grāmata pamatskolai. Otrais gads. 4. iespiedums. Rīgā, 1936. g. Latvijas skolotāju kooperatīva izdevums. Maksā Ls 1,90.
 A. Giezēns — Praktiska latviešu gramatika pamatskolām. Trešās klases kurss. 14. iespiedums. Rīgā, 1936. g. Autora izdevums. Maksā 65 sant.
 J. Ezeriņš un J. Grīns — Valoda. Lasāmā grāmata pamatskolai. 4. gads. 6. iespiedums. Rīgā, 1936. g. J. Rozes izdevums. Maksā Ls 2.—
 O. Atvars — Mūsu valsts valoda. Lasāmā grāmata mazākuma tautību pamatskolām. 1. daļa. 1936. g. A. Gulbja apgādniec. izdevums. Maksā Ls 1.—
 Ludis Bērziņš, M. Gaide un R. Grabis — Vārds un teikums. Valodas mācība pamatskolas 1. klasei. 2. iespiedums. Rīgā, 1935. g. Valtera un Rapas akc. sab. izdevums. Maksā 60 sant.
 Ludis Bērziņš, M. Gaide un R. Grabis — Vārds un teikums. Valodas mācība pamatskolas 2. klasei. 2. iespiedums. Rīgā, 1935. g. Valtera un Rapas akc. sab. izdevums. Maksā 60 sant.

3. Ģeogrāfija.

A. Derīgas lietošanai pamatskolās:
 Fr. Jansons — Mana dzimtene, pamatskolas 3. klasei. 2. iespiedums. 1936. g. Izdevis J. Roze, Rīgā. Maksā iesieta Ls 1.—
 Fr. Jansons — Latvijas ģeogrāfija ar papildzīmēm. Pamatskolu 4. klasei. 1936. g. Izdevis J. Roze, Rīgā. Maksā iesieta Ls 1,20.
 Fr. Adamovičs — Āreipropas zemes un Latvijas ģeogrāfija. Pamatskolu 6. klases kurss. Pārstrādājis J. Gregors. 9. iespiedums. Rīgā, 1936. g. Valtera un Rapas akc. sab. izdevums. Maksā cietos vākos Ls 2.—
 Fr. Adamovičs — Latvijas ģeogrāfija ar papildu zīmēm. Pamatskolu 4. klases kurss. Pārstrādājis J. Gregors. 5. iespiedums. Rīgā, 1936. g. Valtera un Rapas

akc. sab. izdevums. Maksā cietos vākos Ls 1,40.

4. Matemātikā.

A. Derīgas lietošanai pamatskolās:
 A. Leimanis — Skaitļu māksla. Reķiņu grāmata pirmsskolām un mājmaīcībai. 5. iespiedums. Rīgā, 1936. g. Valtera un Rapas akc. sab. izdevums. Maksā 80 sant.

B. Atļautas lietošanai pamatskolās:
 E. Ozoliņš — Pervije šagi v maķemāķike. 2. daļa. 2. klases kurss. Tulkojis J. Frīdrichs un J. Potapovs. 1936. g. Grāmatu apgādn. A. Gulbis, Rīgā, izdevums. Maksā Ls 1,10.
 Piezīme. Atļauta krievu pamatskolās.
 E. Ozoliņš — Pervije šagi v maķemāķike. 4. daļa. 4. klases kurss. Tulkojis J. Frīdrichs un J. Potapovs. 1936. g. Grāmatu apgādn. A. Gulbis, Rīgā, izdevums. Maksā Ls 1,35.
 Piezīme. Atļauta krievu pamatskolās.
 R. Cukurs — Aritmetikas teorija. Pamatskolas kurss. 3. daļa. 7. iespiedums. Rīgā, 1936. g. Valtera un Rapas akc. sab. izdevums. Maksā Ls 1,10.
 A. L. Saliņš — Matemātika pamatskolām. 5. un 6. klases kurss. Rīgā, 1936. g. J. Rozes izdevums. Maksā Ls 1,50.

5. Angļu valodā.

B. Atļautas lietošanai pamatskolās:
 N. Millers un E. Kerstens — First English Book. 2. daļa, pamatskolu 3. klases kurss, 2. mācības gads. 2. iespiedums. Rīgā, 1936. g. Izdevis A. Ozoliņš. Maksā brošēta Ls 1,20, iesieta Ls 1,40.
 N. Millers un E. Kerstens — First English Book. 3. daļa. Pamatskolu 4. klases kurss. 3. mācības gads. Rīgā, 1936. g. Izdevis A. Ozoliņš. Maksā brošēta Ls 1,30 un iesieta Ls 1,50.
 Ella Adamovičs — My English Book. 1. daļa. Rīgā, 1935. g. Valtera un Rapas akc. sab. izdevums. Maksā Ls 1,40.
 Ella Adamovičs — My English Book. 1. daļa. 2. iespiedums. Rīgā, 1936. g. Valtera un Rapas akc. sab. izdevums. Maksā Ls 1,40.
 Ella Adamovičs — My English Book. 2. daļa. Rīgā, 1935. g. Valtera un Rapas akc. sab. izdevums. Maksā Ls 1,40.
 J. Curiks — My English Reader I. Pamatskolas 2. klasei 2. iespied. 1936. g. Grāmatu apgādn. A. Gulbis, Rīgā, izdevums. Maksā Ls 1,40.
 J. Brēmanis un M. Spudīna — I speak English. 2-nd Book. Rīgā, 1936. g. Valtera un Rapas akc. sab. apgāds. Maksā Ls 1,20.

6. Vācu valodā.

B. Atļautas lietošanai pamatskolās:
 H. Holander — Deutsches Lesebuch für die 2. Klasse der deutschen Grundschulen (3. Schuljahr). Rīgā, 1936. g. Izdevis E. Brūms. Maksā Ls 2,50.
 Rīgā, 1936. g. 16. oktobrī. A-2607.
 Izglītības ministrs A. Tentelis.
 Skolu depart. direkt. v. i. K. Ozoliņš.

Rīkojums.

Iepērkot kuļus vaislas kuļju staciju ierīkošanai ar valsts pabalstu, Latvijas lauksaimniecības kamera var maksāt no pabalstu summām laikā no š. g. 1. oktobra līdz 1937. g. 31. martam līdz Ls 75,— par katru kuļi.

Pamats: Instrukcijas par vaislas kuļju staciju ierīkošanu 6. pants. 1936. g. 16. oktobrī.

Zemkopības ministrs J. Birznieks.
 Lauksaimn. pārv. priekšn. J. Zariņš.

Rīkojums.

par Valsts pabalsta neatmaksājamām normām, kādas Latvijas lauksaimniecības kamera var izlietot vaislas putnu iepirkšanai no š. g. 1. oktobra līdz 1937. gada 31. martam.

Iepērkot putnus vaislas putnu audzētavu ierīkošanai, no valsts pabalsta summām var maksāt:

1) par katru vaislas vistu, kuras Ls priekšteču dējība trīs paaudzēs kā no tēva, tā mātes puses, ne zemāka par 180 olām gadā, līdz 7,—
 2) par katru vaislas vistu, kuras priekšteču dējība trīs paaudzēs no tēva vai mātes puses ne zemāka par 130 olām gadā, līdz 5,—
 3) par katru vaislas vistu, kuras priekšteču dējība nav zināma, līdz 3,—
 4) par katru vaislas tītaru līdz 7,—
 5) „ „ „ „ zosi „ 8,—
 6) „ „ „ „ pili „ 4,—

Pamats: Instrukcijas par vaislas putnu audzētavu ierīkošanu 7. p. 1936. g. 16. oktobrī.

Zemkopības ministrs J. Birznieks.
 Lauksaimn. pārv. priekšn. J. Zariņš.

Apstiprinu
 1936. g. 15. oktobrī.
 Tieslietu ministrs H. Apsīts.

**Instrukcija
 par tiesu resora darbinieku dienesta apgērbu.**

(Izdota uz Noteikumu par dažu amatpersonu dienesta apgērbu — Valsts civildienesta nolikuma XVI pielikuma — pamata.)

1. Izpildot dienesta pienākumus, sekotiem tiesu resora darbiniekiem jāvalkā dienesta apgērbu pēc Ministru kabineta 1935. gada 17. decembra apstiprināta apraksta un zīmējumiem: Tiesu un cietumu departamentu un tiesu kalpotājiem, tiesu ziņnešiem un tiesu izpildītājiem.

2. 1. p. minētiem tiesu resora darbiniekiem dienesta apgērba valkāšana ārpus dienesta pienākumu pildīšanas nav atļauta.

3. Dienesta apgērbs sastāv: a) kalpotājiem: vīriešiem — no cepures, biksēm un svārkjiem, sievietēm — no svārkjiem un jakas; b) ziņnešiem — no cepures, biksēm un svārkjiem un c) tiesu izpildītājiem — no cepures.

4. Dienesta apgērba apraksts:

Kalpotājiem (kurjeriem)
 vīriešiem.
 Cepure. Cietumu uzraugu parauga, tumši brūnas vadmalas ar zeltītu uzšuvi gar aploka apakšējo malu. Nags — melnas lakādas, ieslīpi uz priekšu.
 Biksēs un svārkji. Tumši brūnas vadmalas. Svārkji pogājami ar 6 zeltītām parasta lieluma pogām ar valsts ģerboni. Stāva apkakle ar zeltītu uzšuvi augšējai malai. 2 krūšu kabatas ar klapi. Uz piedurknēm 3 zeltītas mazākas pogas ar valsts ģerboni.

Kalpotājam - sievietēm.
 Svārkji un jaka tumši brūnas vadmalas. Atlocīta balta apkaklīte. Jaka pogājama

ar 6 zeltītām parasta lieluma pogām ar valsts ģerboni. Piedurknēm 2 tādas pašas mazākas pogas.

Tiesu ziņnešiem.
 Cepure. Ar 2 zeltītām uzšuvēm. Pārējais kā kurjeriem.
 Biksēs un svārkji. Apkaklei 2 zeltītas uzšuves. Pārējais kā kurjeriem.

Tiesu izpildītājiem.
 Cepure. Cietumu uzraugu parauga, melnas vadmalas ar krūšu brūnu samta aploku un melnu lakādas nagu, ieslīpi uz priekšu un Ministru kabineta 1922. gada 16. marta sēdē apstiprinātu nozīmi priekšā. (Nozīme bronzas, zeltīta, kurā tēlots ar saitī krustots rīkšu saišķis un cirvis, kas iezogoti no 2 krustojošām ozola zariem.)

5. Dienesta apgērba gabaliem noteikts šāds lietošanas laiks, skaitot no nākošā mēneša 1. datuma pēc izsniegšanas: biksēm un sievietes svārkjiem — 1 gads, cepurēm, jakām un vīriešu svārkjiem — 2 gadi.

6. Dienesta apgērbu un cepures Tiesu departaments izsniedz par brīvu.

7. Ja darbinieks, kas saņēmis uz valsts rēķina iegādātu apgērbu, aistāj dienestu pirms apgērba gabala valkāšanas laika notecēšanas, tad norēķināšanās jāizdara saskaņā ar Valsts civildienesta nolikuma XVI pielikuma 8. p. noteikumiem.

8. Apgērba gabals pāriet darbinieka īpašumā, ja viņš to valkājis visu šīs instrukcijas 5. pantā paredzēto laiku.

9. Visām amatpersonām padotības kārtībā jāseko, lai darbinieki ģērbtos pēc noteiktās formas un lai dienesta apgērbu uzturētu pienācīgā kārtībā.

10. Dienesta apgērbis obligātoriski jāvalkā no 1936. g. 1. novembra.

Depart. direktors A. I. Mengelsons.
 Fin. un saimn. nod. vad. J. Dikmanis.

412. rīkojums. Apstiprinu 1936. g. 16. oktobrī. Satiksmes ministrs B. Einbergs.

Grozījums Polijas, Latvijas un Igaunijas dzelzceļu tiesās preču satiksmes tarifā.

Polijas, Latvijas un Igaunijas tiesās preču satiksmes tarifā, kas izsludināts „Valdības Vēstneša” 1936. g. 164.—175. numuros un izdots atsevišķās brošūrās, izdarāmi šādi grozījumi:

„Valdības Vēstneša” num.	Atsev. izdev. lpp.	pozi. cija	nodalījums	punkts	aile	iespiests	aizvietot ar	
Tarifa II daļā								
164	9	25	17	B	2a)	9	„135”	„132”
164	9	25	17	B	2a)	11	„135”	„132”
164	10	27	17	B	3c)	7	15 t. sūt. „—”	„G. 13”
164	12	37	41			7	5 t. sūt. kl. „6a” 10 t. „ „ „6b” 15 t. „ „ „6b”	„6a2” „6b2” „6b2”
165	6	59	78		2	7	5 t. „ „ „9a” 10 t. „ „ „9b” 15 t. „ „ „9b”	„9a2” „9b2” „9b2”
165	11	79	105		b)	5	15 t. „ „ „P3b”	„15b”
				Pielikums		Svītrot stac.		
167	2	112			6		„Danzig (Gdańsk)”	
167	2	112			6		„Kahlbude”	
167	3	114			6		„Tiegenhof”	
167	3	114			6		„Sobbowitz”	
167	3	115			7		„Pszczyna”	

Tarifa III daļā	klase	km	svara norma	aile	iespiests	aizvietot ar
167	6	18, 20			sīks., lielā ātr. kl. „P1”	„P”
168	1,2	22, 24, 26			sīks., lielā ātr. kl. „P1”	„P”
167	6	19	P1	7	likmi „0,049”	„0,050”
167	6	19	P1	34	„ „ „0,128”	„0,127”
167	6	19	P1	17	„ „ „0,075”	„0,071”
168	1	22	II	321—330	„ „ „0,677”	„0,678”
168	1	23	III	171—175	„ „ „0,310”	„0,311”
168	2	24	I	811—820	„ „ „1,707”	„1,708”
168	2	25	P1	571—580	„ „ „1,266”	„1,226”
169	1	33	5	166—170	„ „ „0,366”	„0,365”
169	1	33	7	116—120	„ „ „0,248”	„0,246”
169	3	40	8	88	„ „ „0,142”	„0,141”
169	3	40	8	89	„ „ „0,143”	„0,142”
171	3	51	A	70	„ „ „0,074”	„0,076”
172	2	62	G1	12	„ „ „0,053”	„0,054”
172	2	62	G1	13	„ „ „0,055”	„0,056”
172	2	62	G1	14	„ „ „0,056”	„0,057”
172	2	62	G1	15	„ „ „0,057”	„0,058”
172	2	62	G1	16	„ „ „0,059”	„0,061”
172	2	62	G1	17	„ „ „0,062”	„0,063”
172	2	62	G1	18	„ „ „0,064”	„0,065”
172	2	62	G1	19	„ „ „0,065”	„0,066”
172	2	62	G1	20	„ „ „0,066”	„0,067”
172	2	64	G2	74	„ „ „0,098”	„0,093”
173	3	80	G15	851—860	„ „ „0,277”	„0,297”
174	1	83	G23	8	„ „ „0,024”	„0,029”
174	2	84	G23	71	sīks. „ „ „0,252”	„0,255”
174	3	88	G23	531—540	sīks. „ „ „0,964”	„0,967”
174	3	91	G24	1111—1120	10000 „ „ „0,574”	„0,571”

Rīkojums spēkā ar š. g. 19. oktobrī.

Dzelzceļu galv. direktora v. i. E. Dravnieks.
 Eksploat. direktora v. O. Zaķis.

* Skolās var lietot tikai Izglītības ministrijas izsludinātos sarakstos uzņemtas grāmatas.

Apstiprinu 1936. g. 16. oktobrī. Satiksmes ministrs B. Einbergs.

411. rikožums

1936. g. 16. oktobrī

par pargrozībām 423. izpildu noteikumus pie Dzelzceļu likuma pantiem.

423. izpildu noteikumus pie dzelzceļu likuma pantiem, kas izsludināti „Valdības Vēstneša” 1935. g. 152. un 153. numuros, grozīti un papildināti ar vēlākiem rikožumiem un arī ievietoti Dzelzceļu likuma un izpildu noteikumu kopojumā, papildināt, ievietojot lik. 21. panta izpildu noteikumus pēc ceturtās rindkopas šāda satura piezīmī:

„I. piezīmē. Dzelzceļu virsvaldei tiesība šajos noteikumos paredzēto biļešu un bagāžas kases atvēršanas laiku atsevišķās stacijās, kur to prasa lietderība, samazināt no 30 minūtēm līdz 15 minūtēm.”

Turpat esošā piezīme apzīmējama ar kārtas numuru „2”.

Rikožums spēkā ar 1936. g. 20. oktobrī.

Dzelzceļu galv. dir. v. i. E. Draņnieks.

Ekspluat. direktora v. O. Zaķis.

Valdības iestāžu paziņojumi.

Tirdzniecības un rūpniecības departamenta paziņojums.

Tirdzniecības un rūpniecības departaments atgādina, ka tiem tirgotājiem un uzņēmējiem, kas 1937. gada vēlas nodarboties ar preču importu, jāiesniedz lūgumi Finanču minist. tirdzniecības nodaļā, L. Smilšu ielā 19/21. 3. dz., līdz š. g. 1. novembrim, ieskaitot.

Lūgumiem sevišķas veidlapas nav paredzētas. Katrs iesniegums jāapmaksā ar Ls 2.— zīmogu nodevu. Par pastu bez zīmogu markām iesūtītos pieprasījumus atstās bez izskatīšanas. Iesniedzumu pielikumi jāapmaksā ar Ls 1.— zīmogu nodevu par katru atsevišķu lapu, izņemot gadījumus, kad zīmogu nodeva par šiem dokumentiem jau agrāk nokārtota, piem., uz faktūrām, vai ja pielikumi ir valsts iestāžu raksti, kas adresēti Tirdzniecības un rūpniecības departamentam.

Tirgotājiem un uzņēmumiem, kam šogad izsniegta importa tirdzniecības atļaujas, lūgumā jāizrāda atļaujas numurs, šogad par to samaksātā nodeva un Valūtas komisijas 1936. gadā piešķirtās importa atļaujas norādīta preču kopējā vērtība. Firmas, tirgotāja vārdam un uzņēmuma atrašanās vietai jāsakas ar tirdzniecības reģistrā ierakstītiem datiem.

Tirgotāji un uzņēmumi, kas no viņiem neatkarīgi apstākļi dēļ nav varējuši izlietot daļu no Valūtas komisijas šogad piešķirtām importa atļaujām un vēlas, lai tās

Nupat iznāca un dabūjams Valsts tipografijas apgādībā

Sodu likums

(1936. g. izd.)

ar komentāriem un alfabētisko un salīdzināmiem rādītājiem.

Izdevums aptver vairāk kā 1000 tēzveidīgu izvilkumu no Latvijas Senāta Kriminālā kasācijas departamenta spriedumiem.

Sastādījuši:

Pauls Mines, un Jānis Lauva, Latvijas universitātes profesors, Kodifikācijas nodaļas sekretārs.

Maksā (mazā 16° formatā):

šagrēnkalikona vākos Ls 4,75, ar piesūtišanu pa pastu Ls 5,15.

Valsts tipogrāfija Rīgā, pili.

neņemtu verā pie importa nodevas aprēķina, var līdz 1. novembrim iesniegt Valūtas komisijai lūgumu dzēst neizlietoātās atļaujas norādīto preču vērtību no piešķirtās atļaujas norādītās preču vērtības kopsummas.

Rūpniecības uzņēmumiem, kas preces no ārzemēm ievēd tikai sava uzņēmuma vajadzībām, atsevišķas importa nozares nav jāuzrāda, bet jādēļ piešķirt importa tirdzniecības atļaujas savas rūpniecības vajadzībām.

Tirgotājiem lūgumus jāuzrāda importa nozares (piem. pārtikas vielas, manufaktūra, metālu izstrādājumi u. t. t.), iekavās atzīmējot vajadzīgos muitas tarifu pantus, punktus vai burtus. Ja tirgotāji vēlas ievest vienas vai otras nozares tikai dažas atsevišķas preces, tad tas jāuzrāda, pieturoties pie minēto preču tirdznieciskiem nosaukumiem un tepat iekavās atzīmējot muitas tarifu pantus, punktus un burtus.

Lūgumā pieprasīto ziņu nepilnīga vai nepareiza uzrādīšana var būt par iemeslu lūguma noraidīšanai.

Rīgā, 1936. g. 15. oktobrī.

Tirdzniecības un rūpniecības departaments.

Paziņojums

Tukumā dzīvojošiem valsts darbiniekiem.

Veselības departaments paziņo, ka uz pašas lūgumu atsavinātās zobu ārstes M. Kārklīš - Bērziņš vietā pieņemta ārste zobi slimības Elga Krūze, Tukumā. Jelgavas ielā 16.

Direktora v. i. Dr. O. Aļks.

Valsts darbin. ārstn. nod. vad. Dr. D. Rība.

Izlabojums.

„Vald. Vēstn.” 1933. g. 109. numurā ievietotā Taurkalnes mel. sab. „Kokupe” novadgrāvju rakšanas darbu dalībnieku saraksta 1. numurā pēc kārtas 6. ailē nodrukātā zemes grāmatu reģistra № 5684 vietā jālasa 3684.

Dajas vadītāja v. M. Šjachtovičs.

Vec. sev. uzdevumu ierēdnis T. Erlachs.

Meklētizbeidzamo personu 1902. saraksts.

- 39705. Abramovičs Vladisavs. 58010/36. 39706. Akmentišs Lūcija-Valerija. 59414/36. 39707. Antonovs Stepanida. 59120/36. 39708. Cimurs Kristine. 42728/33. 39709. Kuzmičs Voldemārs. 59649/36. 39710. Ozols Augusts-Ferdinands. 58452/36. 39711. Romanovskis Juzefa. 3854/27. 39712. Samuhs Adolfs. 46344/34. 39713. Zarans Miķelis. 3858/27. 39714. Trizna Jānis. 59114/36. 39715. Valdmanis Pāvils. 56897/36.

1936. g. 16. oktobrī.

Kriminālās policijas pārvaldes priekšnieks J. Šilarājs. Darbvedis Hūns.

Māksla.

Nacionālais teātris.

Pirmdien, 19. oktobrī, pulksten 19.30 strādnieku izrādē „Pāt, vējiņi”. Otrdien, 20. okt., plkst. 19.30 lētā izrādē „Valmieras puikas”. Trešdien, 21. okt., plkst. 19.30 „Krištapas Kaugurs” ar T. Lāci.

Slavenās somu vijolvirtuozes Kerttu Wanne koncerts sestdien, 24. oktobrī konservatorijā ar somu pianisti Astridi Joutsens kā pavadītāju, Programmā klasiskā un modernā muzika. Biļetes pie Neldnera.

Ārlietu ministra V. Muntera pateicība.

No sirds pateicos visiem, kas mani dziļi iepriecināja draudzīgiem sveicieniem sakarā ar Latvijas ievēlēšanu Tautu Savienības padomē.

V. Munters, ārlietu ministrs.

Konservatorijas 2. kamerzikas vakars trešdien, 28. oktobrī, ar grieķu slavenā flautas virtuozu Lambrosu Kallimachoss piedalīšanos.

Konservatorijas 1. audzēkņu vakars vēlīts Fr. Līsta darbiem viņa 50 g. nāves un 125 g. dzimšanas dienas pieminot, 23. oktobrī, plkst. 19. Ieeja pret programmām.

Latvijas konservatorijā eksternu pārbaudījumi pilna kursa absolūšanai sāksies š. g. 20. nov. un turpināsies līdz 12. decembrim. Pietiekšanās līdz 15. novembrim. Tuvākās ziņas kanceļejā.

Nacionālā opera.

Pirmdien, 19. oktobrī, plkst. 20 slavenā franču pianista Roberta Kazadesi koncerts. Programmā: Ramo, Bēhvena, Šūmaņa, Šopēna, Debisi un citu komponistu darbi. Koncerta abonementa 5. biļete.

Otrdien, 20. oktobrī, balleta divertissements Helsinku viesizrādes programmā. Piedalās: H. Tangijeva-Birzniece, E. Pfeifere, M. Lence, M. Griķe, T. Šmīte, O. Lēmanis, E. Leščevskis, H. Pļūcis, E. Mežulis. Dirģents Arv. Norītis.

Trešdien, 21. oktobrī, „Tukšneša dziesma”. Piedalās V. Briede, E. Pfeifere, P. Brivkalne, R. Eriņa, R. Katniņš, V. Kadīģis, A. Verners, Ed. Miķelsons, A. Jēkabsons, V. Leonaitis, R. Pelle u. c. Dirģents T. Reiters. Parastās pusēnas.

Ceturtdien, 22. oktobrī, slavenā franču pianista Roberta Kazadesi koncerts.

K U R S I.

Rīgas biržā 1936. gada 19. oktobrī.

Devizes:

- 1 Amerikas dollars 3,05—5,25 1 Anglijas mārciņa 25,16—25,28 100 Francijas franku 23,79—24,25 100 Beļģijas belgu 86,00—87,50 100 Šveices franku 117,75—119,25 100 Itālijas liru 26,90—27,40 100 Zviedrijas kronu 129,05—131,05 100 Norvēģijas kronu 125,75—127,75 100 Dānijas kronu 111,60—113,60 100 Austrijas šiliņu 96,00—98,00 100 Čehoslovāķijas kronu 18,00—18,50 100 Holandes guldeņu 276,50—279,50 100 Vācijas marku 206,05—208,05 100 Somijas marku 11,00—11,30 100 Igaunijas kronu 137,95—139,95 100 Polijas zlotu 96,20—97,80 100 Lietavas litu 86,50—87,70 100 Dancigas guldeņu 96,20—97,80

Vērtspapīri:

- 6% Latv. hīp. bankas ķīlu zīmes 95—96 Rīgas biržas kotācijas komisijas priekšsēdētājs P. Role. Zvērināts biržas makleris H. Kiršteins.

Redaktors M. Ārons.

Šim numuram 12 lapas puses.

Tiesu sludinājumi.

Rīgas apgabalt. 3. civildodala uz Civilproc. nolik. 1584., 1628. līdz 1631. un 1710. p. un Civillik. 2431. p. un Minnas Finnis lūgumu, uzacina visas personas, kam ir kādi iebildumi pret šajā tiesā 1936. g. 7. okt. izsludināto 1928. g. 25. apr. Valkā mir. Arnolda-Burcharda Fīnna, dz. 1860. g. 25. dec. (v. st.), 1928. g. 23. apr. mājas kartībā taisīto testamentu, vai kam ir kādas tiesības uz mirušā Arnolda - Burcharda Fīnna, mantojumu vai prasījumi no tā kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. l., pieteikt tās minētā tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstn.”, norādot, ka tos, kas nebūs pieteikuši savas tiesības un iebildumus uzacinajuma termiņā, atzīs par tās zaudējušiem šīs tiesības vai atteikušies no iebildumiem.

Rīgā, 1936. g. 13. okt. 20632g Priekšsēdēt. b. H. Mintals. Sekretārs v. i. E. Lasmanis.

Rīgas apgabalt. 3. civildodala, uz Civilproc. nolik. 1628., 1631., 1636. un 1710. p. pamata, paziņo, ka pēc 1936. g. 24. jūnijā Rīgā mir. Aleksandra Skombas, dzim. 1879. gada 20. janv., ir atklāts mantojums, un uzacina, kam ir uz šo mantojumu kādas tiesības vai prasījumi no tā kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. l., pieteikt šīs tiesības un prasījumus minētā tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesi”, norādot, ka visus, kas nebūs pieteikuši savas tiesības un prasījumus uzacinajuma termiņā, atzīs par tās zaudējušiem.

Rīgā, 1936. g. 13. okt. 20632g Priekšsēdēt. b. H. Mintals. Sekretārs v. i. E. Lasmanis.

Rīgas apgabalt. 3. civildodala, uz Civilproc. nolik. 1628., 1631., 1636. un 1710. p. pamata, paziņo, ka pēc 1936. g. 22. martā Rīgā mir. Vilhelma Arenštama, dzim. 1858. gada 31. maijā, ir atklāts mantojums, un uzacina, kam ir uz šo mantojumu kādas tiesības vai prasījumi no tā kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. l., pieteikt šīs tiesības un prasījumus minētā tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesi”, norādot, ka visus, kas nebūs pieteikuši savas tiesības

un prasījumus uzacinajuma termiņā, atzīs par tās zaudējušiem. Rīgā, 1936. g. 13. oktobrī. L. 4987/36. 20640g Priekšsēdēt. b. H. Mintals. Sekretārs E. Lasmanis.

Rīgas apgabalt. 3. civildodala, uz Civilproc. nolik. 1628., 1631., 1636. un 1710. p. pamata, paziņo, ka pēc 1935. g. 22. nov. Patkarles pag. mir. Andreja Būmeistera, dzim. 1863. g. 1. nov. (v. st.), ir atklāts mantojums, un uzacina, kam ir uz šo mantojumu tā kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. l., pieteikt šīs tiesības un prasījumus minētā tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesi”, norādot, ka visus, kas nebūs pieteikuši savas tiesības un prasījumus uzacinajuma termiņā, atzīs par tās zaudējušiem.

Rīgā, 1936. g. 13. oktobrī. L. 5028/36. 20641g Priekšsēdētāja b. H. Mintals. Sekretārs E. Lasmanis.

Rīgas apgabalt. 3. civildodala, uz Civilproc. nolik. 1628., 1631., 1636. un 1710. p. pamata, paziņo, ka pēc 1936. g. 2. jūnijā Ainažu pag. mir. Mangūla Smilta, dzim. 1863. gada 27. dec. (v. st.), ir atklāts mantojums, un uzacina, kam ir uz šo mantojumu kādas tiesības vai prasījumi no tā kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. l., pieteikt šīs tiesības un prasījumus minētā tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesi”, norādot, ka visus, kas nebūs pieteikuši savas tiesības un prasījumus uzacinajuma termiņā, atzīs par tās zaudējušiem.

Rīgā, 1936. g. 13. oktobrī. L. 5028/36. 20642g Priekšsēdētāja b. H. Mintals. Sekretārs E. Lasmanis.

Rīgas apgabalt. 3. civildodala, uz Civilproc. nolik. 1628., 1631., 1636. un 1710. p. pamata, paziņo, ka pēc 1936. g. 2. jūnijā Ainažu pag. mir. Mangūla Smilta, dzim. 1863. gada 27. dec. (v. st.), ir atklāts mantojums, un uzacina, kam ir uz šo mantojumu kādas tiesības vai prasījumi no tā kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. l., pieteikt šīs tiesības un prasījumus minētā tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesi”, norādot, ka visus, kas nebūs pieteikuši savas tiesības

un prasījumus uzacinajuma termiņā, atzīs par tās zaudējušiem. Rīgā, 1936. g. 13. oktobrī. L. 5028/36. 20643g Priekšsēdētāja b. H. Mintals. Sekretārs E. Lasmanis.

Rīgas apgabalt. 3. civildodala uz Civilproc. nolik. 1628., 1631., 1636. un 1710. p. pamata, paziņo, ka pēc 1935. g. 29. jūnijā Kārku pag. mir. Jēkaba Kukaiņa, dzim. 1858. gada 1. oktobrī, ir atklāts mantojums, un uzacina, kam ir uz šo mantojumu kādas tiesības vai prasījumi no tā kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. l., pieteikt šīs tiesības un prasījumus minētā tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesi”, norādot, ka visus, kas nebūs pieteikuši savas tiesības un prasījumus uzacinajuma termiņā, atzīs par tās zaudējušiem.

Rīgā, 1936. g. 13. oktobrī. L. 5006/36. 20643g Priekšsēdēt. b. H. Mintals. Sekretārs E. Lasmanis.

Rīgas apgabalt. 3. civildodala, uz Civilproc. nolik. 1628., 1631., 1636. un 1710. p. pamata, paziņo, ka pēc 1936. g. 18. jūnijā Rīgā mirušā Jāņa Smurga, dzim. 1875. gada 8. marta, ir atklāts mantojums, un uzacina, kam ir uz šo mantojumu kādas tiesības vai prasījumi no tā kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. l., pieteikt šīs tiesības un prasījumus minētā tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesi”, norādot, ka visus, kas nebūs pieteikuši savas tiesības un prasījumus uzacinajuma termiņā, atzīs par tās zaudējušiem.

Rīgā, 1936. g. 13. oktobrī. L. 5007/36. 20644g Priekšsēdēt. b. H. Mintals. Sekretārs E. Lasmanis.

Rīgas apgabalt. 3. civildodala ar 1936. gada 7. oktobra lēmumu ir atzinusi Iju Šermāni, dzīv. Rīgā, Lāčplēša ielā 70, 10. dz., par maksātnespējīgu parādnieku tirdzniecībā,

kamdēļ iestādēm un priekšniecībām vajadzīgs labprātīgi: 1) uzlikt aizliegumu parādnieka nekustamiem īpašumiem un apķīlāt viņa kustamo mantu, ja tāds atrastos viņa iestāžu robežās un 2) paziņot Rīgas apgabaltiesai par visām prasībām pret maksātnespējīgo parādnieku un arī summas, kas pienākas iestādēm.

Privātpersonām jāpaziņo apgabaltiesai par savu parādu prasībām no parādnieka un arī par summām, kādas parādniekam pienākas, neskatoties vai maksājumi notecējuši vai arī to termiņš gaidāms nākamībā, tāpat arī par maksātnespējīgā nekustamiem īpašumiem, kas atrastos viņa pārziņā uz atsevišķiem noteikumiem.

Šie paziņojumi jāiesniedz 2 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstn.” Par zvēr. aizgādni iecelts zvēr. adv. Eduards Strautnieks, dzīv. Rīgā, Sķūņu ielā 23/31. Rīgā, 1936. g. 13. oktobrī. L. 4971. 20645 Priekšsēdēt. b. H. Mintals. Sekretārs E. Lasmanis.

parādniekam, kamdēļ iestādēm un priekšniecībām vajadzīgs labprātīgi: 1) uzlikt aizliegumu parādnieka nekustamiem īpašumiem un apķīlāt viņa kustamo mantu, ja tāds atrastos viņa iestāžu robežās un 2) paziņot Rīgas apgabaltiesai par visām prasībām pret maksātnespējīgo parādnieku un arī summas, kas pienākas iestādēm.

Privātpersonām jāpaziņo apgabaltiesai par savu parādu prasībām no parādnieka un arī par summām, kādas parādniekam pienākas, neskatoties vai maksājumi notecējuši vai arī to termiņš gaidāms nākamībā, tāpat arī par maksātnespējīgā nekustamiem īpašumiem, kas atrastos viņa pārziņā uz atsevišķiem noteikumiem.

Šie paziņojumi jāiesniedz 2 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesi”. Par zvēr. aizgādni iecelts zvēr. adv. pal. M. Mandelštams, dzīv. Rīgā, Valdemāra ielā 27/29, 7. dz. Rīga, 1936. g. 13. oktobrī. L. 1069. 20646 Priekšsēdēt. b. H. Mintals. Sekretārs E. Lasmanis.

Rīgas apgabalt. 3. civildodala, 1936. g. 7. oktobra atklātā tiesas sēdē izklaustīja Rīgas apvienotā kooperatīva administrācijas lietā un nolēma: pagarināt Rīgas apvienotā kooperatīva administrāciju uz 1. gadu, t. i. līdz 1937. gada 4. oktobrim. Rīgā, 1936. g. 13. oktobrī. 641/36.-L. 20647g Priekšsēdētāja b. H. Mintals. Sekretārs E. Lasmanis.

Rīgas apgabalt. 4. civildodala, uz Civilproc. nolik. 397., 399., 401., 405., 413., 416. p. pamata, uz Amias Ančans, atr. Pētersons, dzim. Dadzis, lūgumu viņas prasības lietā pret Leonu Nikolaju d. Ančanu par laulības šķiršanu, uzacina pēdējo, kura dzīves vieta prasītajai nav zināma, ierasties tiesā 2 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstn.”

Lūgumiem pielikti iesūdzības un klatielikto dokumentu noraksti. Ja atbildētājs noliktā laikā nerādīsies personīgi vai nesūtīs pilnvarnieku, noliks tiesas sēdi lietās aizmuguriskai izklaustīšanai. 1693/36. 20805g Rīga, 1936. g. 14. oktobrī. Priekšsēd. v. L. Birmērs. Sekretārs v. Stūre.

Rīgas apr. 1. iec. miertiesnesis paziņo, ka viņš ar 1936. g. 29. aug. spriedumu sodījis **Meilachu Felmani par netīrības piclaišānu savā galas tirgotāvā Jūrmalā, Torgoņu ielā 31**, pēc Sodu lik. 235. p. ar Ls 10.— vai 3 dienām arestā. Spriedums stāties likumīgā spēkā. 1936. g. okt. 773 20860g
Miertiesnesis (paraksts).

Liepājas 3. iec. miertiesnesis ar 1936. g. 18. sept. spriedumu **Annū Kraullis pēc Sodu lik. 236. p. 1. d. sodījis par viltota galdā sviesta pārdošanu š. g. 15. jūnijā Annas tirgu ar Ls 15.— vai 4 dienām arestā.** 20861g
Liepāja, 1936. g. 14. oktobrī.
Miertiesnesis J. Gertmanis.

Baltinavas iec. miertiesnesis, uz Civilproc. nolik. 397., 399., 405., 414. un 416. p. pamata, tirdzniecībā maksātnespejīgās parādnieces Baltinavas krājaizdevu sabiedrības konkursa valdes prasības lietā pret Ladušu Keišu par 38 latiem, uzlicina atbildētāju **Ladušu Keišu**, kura dzīves vieta prasītajai nav zināma, ierasties 1936. g. 22. dec. plkst. 9, uz tiesas sēdi, kurā notiks Baltinava, miertiesas namā. Ja aicinātais minētajā datumā neierādīsies tiesas sēdē personīgi vai nesūtīs pilnvarnieku, tad miertiesnesis lietu izspriedīs viņam klāt neesot.

Baltinava, 1936. g. 15. okt. 595. 20940g
Miert. v. i. A. Rozenbergs.

Baltinavas iec. miertiesnesis, uz Civilproc. nolik. 397., 399., 405., 414. un 416. p. pamata, tirdzniecībā maksātnespejīgās parādnieces Baltinavas krājaizdevu sabiedrības konkursa valdes prasības lietā pret Jāni (Ivanu) Musikovu par 135 latiem, uzlicina atbildētāju **Jāni (Ivanu) Musikovu**, kura dzīves vieta prasītajai nav zināma, ierasties 1936. g. 22. dec. plkst. 9, uz tiesas sēdi, kurā notiks Baltinava, miertiesas namā.

Ja aicinātais minētajā datumā neierādīsies tiesas sēdē personīgi vai nesūtīs pilnvarnieku, tad miertiesnesis lietu izspriedīs viņam klāt neesot.

Baltinava, 1936. g. 15. okt. 596. 20941g
Miert. v. i. A. Rozenbergs.

Vilaku iec. miertiesnesis, saskaņā ar savu 1936. g. 12. okt. lēmumu un Civilproc. nol. 1725. D. p., uzaicina 1936. g. 4. aug. mirušā **Aleksandra Jakovleva** mantiniekus pieteikt minētam miertiesnesim savas mantošanas tiesības uz netaisnā atstāto mantu, kas atrodas Jaunlatgales apr. Upmales pagastā.

Mantošanas tiesības jāpieteic 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstn.” 67/36. 20464g

Vilaka, 1936. g. 12. oktobrī.
Miertiesnesis J. Gūtmanis.

Rīgas apgabalt. 6. iec. tiesu izpildītājs J. Lācis paziņo, ka 1936. g. 27. oktobrī, plkst. 10, Rīgā, Tērbatas ielā 10/12, Latvijas bankas lietā pārdos A.S. „Marss” rakstāmgaldus, zāģus, vīles u. c., novērtēti par Ls 1152.—

Izzināt sarakstu, novērtējumu un apskatīt pārdoamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas. 20995g

Rīgā, 1936. g. 6. oktobrī.
Tiesu izpildītājs J. Lācis.

Rīgas apgabalt. Rīgas apr. 2. iec. tiesu izpildītājs V. Jūrsons (kanceleja Rīgā, Andr. Pumpura ielā 3. 7. dz.), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

- 1) Krāj-aidzevu sabiedrības „Klīnts” prasību apmierināšanai 1937. g. 24. aprīlī, plkst. 10, Rīgas apgabaltiesas civilnodaļas sešu zālē pārdos 1. publiskā izsolē **Eduarda Ozoliņa** nekustamo mantu, kas atrodas Rīgā apr. Ropažu pag. ierakstīta zemes grāmatu reģ. 15333. num. un sastāv no Zaķu muižas, ar zemes grāmatu reģ. 244. num., atdalīta zemes gabala „Ustupi 103 F” domātas puses. Nekust. manta aptver 19,91 ha;
- 2) nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 1854,—;
- 3) tai ir hipotēku parādi Ls 8214.— ar proc.;
- 4) solītājiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 92,70 un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdošanai nekustamās mantas iegūšanai tānīs gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga;
- 5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rīgas-Valmieras zemes grāmatu nodaļā.

Tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdojamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā.

Rīgā, 1936. g. 16. okt. 20893

Tiesu izp. V. Jūrsons.

Jelgavas apgabalt. Jelgavas pils. tiesu izpild. K. Burdais paziņo, ka biedr. „Viestura Savienība” Jelgavas pilsētas nekustamās mantas, no Ozolmuižas atdalīta zemes gabala 10302 kv. m. platībā ar zemes grāmatu reģistra 16313. num. pārdošana publiskā izsolē 1936. g. 25. nov., plkst. 10. atcolta. 20942g

Jelgavā, 1936. g. 13. oktobrī.
Tiesu izpild. K. Burdais.

Jelgavas apgabalt. Ventspils apr. tiesu izpild. Jānis Daile (kanceleja Ventspilī, Kuģinieku ielā 7) paziņo, ka:

- 1) mirušā **Kārļa Rāsa** mantojuma masas prasības piedziņai no Grietas Rāsa 1937. gada 20. janvārī, plkst. 10, Jelgavas apgabaltiesas sešu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Grietai Rāsa pilnā sastāvā piederību nekustamo mantu ar nosaukumu „Ivas”, kas atrodas Ventspilī apr., Sarkanmuižas pag., ar zemes grām. 1760/5481. num.;
- 2) nekustamā manta, saskaņā ar Civilproc. nolik. 1262. p., novērtēta par Ls 52,—;
- 3) nekustamā manta aprūtināta ar hipotēku parādiem par Ls 300,— ar proc.;
- 4) solītājiem jāiemaksā drošības nauda Ls 5,20 un jāiesniedz Tieslietu ministrijas apliecinājuma, ka atļauts iegūt pārdoamo nekustamo mantu;
- 5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Ventspils zemes grāmatu nodaļā.

Tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdojamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties Ventspilī apr. tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles Jelgavas apgabaltiesas civilnodaļas kancelejā. 20943g

Ventspilī, 1936. g. 16. okt.

Tiesu izpildītājs J. Daile.

Liepājas apgabalt. Saldus iec. tiesu izpildītājs A. Gūža (kanceleja Saldū, Dzirnau ielā 7b) saskaņā ar Civilproc. nolik. 1283.—1290. p., paziņo, ka:

- 1) Latvijas hipotēku bankas prasību apmierināšanai 1937. g. 8. janvārī, plkst. 10, Liepājas apgabaltiesas civilnodaļas sešu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Jānim **Ukštam** pilnā sastāvā piederību nekustamo mantu Kuldiģas apr. Saldus pagasta zemes gab. 598-F, ar zemes grāmatu 10169. num.;
- 2) nekustamā manta novērtēta par Ls 300,—;
- 3) nekustamai mantai ir hipotēku parādi Ls 300,—;
- 4) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Kuldiģas zemes grāmatu nodaļā;
- 5) solīšana sāksies saskaņā ar Civilproc. nolik. 1293. p. no summas Ls 300,—, vai no priekšrocīgu prasību summas, raugoties pēc tā, kura summa būs lielāka pārdošanas dienā;
- 6) solītājiem jāiemaksā drošības nauda Ls 30,— un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdošanai nekustamās mantas iegūšanai.

Tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdojamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā.

Saldū, 1936. g. 3. oktobrī. 20819

Tiesu izpildītājs A. Gūža.

Liepājas apgabalt. Saldus iec. tiesu izpildītājs A. Gūža (kanceleja Saldū, Dzirnau ielā 7b), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1283.—1290. p., paziņo, ka:

- 1) Latvijas hipotēku bankas prasību apmierināšanai 1937. g. 8. janvārī, plkst. 10, Liepājas apgabaltiesas civilnodaļas sešu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Jānim **Spalim** pilnā sastāvā piederību nekustamo mantu Saldū, Kautuves ielā 3, zemes gab. 106-F, ar zemesgrām. 105. num.;
- 2) nekustamā manta novērtēta par Ls 300,—;
- 3) nekustamai mantai ir hipotēku parādi Ls 2300,—;
- 4) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Kuldiģas zemes grāmatu nodaļā;
- 5) solīšana sāksies saskaņā ar Civilproc. nolik. 1293. p. no summas Ls 300,—, vai no priekšrocīgu prasību summas, raugoties pēc tā, kura summa būs lielāka pārdošanas dienā;
- 6) solītājiem jāiemaksā drošības nauda Ls 30,— un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pār-

dojamās nekustamās mantas iegūšanai.

Tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdojamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā.

Saldū, 1936. g. 3. oktobrī. 20820

Tiesu izpildītājs A. Gūža.

Daugavpils apgabalt. Daugavpils 2. iec. tiesu izpild. E. Budlevskis (kanceleja Daugavpilī, Nometņu ielā 7) paziņo, ka:

- 1) Finanču ministrijas nodokļu departamenta un Daugavpils nampāšnieku krājaizdevu sabiedrības prasību apmierināšanai 1937. g. 23. janv., plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas civilnodaļas sešu zālē pārdos 1. publiskā izsolē mir. **Aleksandra Pašovskas mantojuma masas un Marijas Pašovskas** nekustamo mantu Daugavpilī pilsētas 43. kvartālā apbūves gabalu. 4. num. lit. „A” 275,5 kv. asu platībā, ar zemes grāmatu reģ. 3850. num., Daugavpilī, Rīgas ielā 66 un Krāslavas ielā 69;
- 2) īpašuma izsoles vērtība — Ls 21.360,—;
- 3) īpašumam ir hipotēku parādi Ls 10.701,—;
- 4) solītājiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa, t. i. Ls 2136 un jāiesniedz Tieslietu ministrijas atļauja iegūt pārdoamo īpašumu;
- 5) šā īpašuma zemes grāmatas ved Daugavpils-lūkstes zemes grāmatu nodaļā.

Tiesības, kas novērs pārdošanu, jāuzrāda līdz pārdošanas dienai. 20821

Visos pārdojamā īpašuma dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja, bet 2 nedēļas pirms izsoles, Daugavpils apgabaltiesas 1. civilnodaļas kancelejā.

Daugavpilī, 1936. g. 14. okt.

Tiesu izpild. E. Budlevskis.

Daugavpils apgabalt. Daugavpils 2. iec. tiesu izpild. E. Budlevskis (kanceleja Daugavpilī, Nometņu ielā 7) paziņo, ka:

- 1) Mārtiņa Kalniņa prasības apmierināšanai 1937. g. 23. janv., plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas civilnodaļas sešu zālē pārdos 1. publiskā izsolē **Meitas Esteres Vitenbergs** nekustamo mantu Daugavpilī pils. 4. kvartālā apbūves gabalu 3. num. lit. „a”, 206,89 kv. asu platībā ar ekum. ar zemes grāmatu reģ. 2518. num., Daugavpilī, Saules ielā 13;
- 2) īpašuma izsoles vērtība — Ls 15.960,—;
- 3) īpašumam ir hipotēku parādi Ls 20.893,10;
- 4) solītājiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa, t. i. Ls 1596 un jāiesniedz Tieslietu ministrijas atļauja iegūt pārdoamo īpašumu;
- 5) šā īpašuma zemes grāmatas ved Daugavpils-lūkstes zemes grāmatu nodaļā.

Tiesības, kas novērs pārdošanu, jāuzrāda līdz pārdošanas dienai. 20823

Visos pārdojamā īpašuma dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja, bet 2 nedēļas pirms izsoles, Daugavpils apgabaltiesas 1. civilnodaļas kancelejā.

Daugavpilī, 1936. g. 15. okt.

Tiesu izpild. E. Budlevskis.

Daugavpils apgabalt. Daugavpils 2. iec. tiesu izpild. E. Budlevskis (kanceleja Daugavpilī, Nometņu ielā 7) paziņo, ka:

- 1) Mārtiņa Kalniņa prasības apmierināšanai 1937. g. 23. janv., plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas civilnodaļas sešu zālē pārdos 1. publiskā izsolē **Meitas Esteres Vitenbergs** nekustamo mantu Daugavpilī pilsētas Cerepovas rajona apbūves gabala 562 1/2 kv. asu platībā, Daugavpilī, Patversmes ielā 1, ar zemes grāmatu reģ. 2007. num., dzimtslietošanas tiesības;
- 2) īpašuma izsoles vērtība — Ls 1200,—;
- 3) īpašumam ir hipotēku parādi Ls 893,10 un 4509 bij. kr. rubļu;
- 4) solītājiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa, t. i. Ls 120 un jāiesniedz Tieslietu ministrijas atļauja iegūt pārdoamo īpašumu;
- 5) šā īpašuma zemes grāmatas ved Daugavpils-lūkstes zemes grāmatu nodaļā.

Tiesības, kas novērs pārdošanu, jāuzrāda līdz pārdošanas dienai. 20823-a

Visos pārdojamā īpašuma dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja, bet 2 nedēļas pirms izsoles, Daugavpils apgabaltiesas 1. civilnodaļas kancelejā.

Daugavpilī, 1936. g. 15. okt.

Tiesu izpild. E. Budlevskis.

Daugavpils apgabalt. Daugavpils 2. iec. tiesu izpild. E. Budlevskis (kanceleja Daugavpilī, Nometņu ielā 7) paziņo, ka:

- 1) Ježupatas Dzenis un Ievas Annas Dombrovskienes prasību apmierināšanai 1937. g. 15. maijā, plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas civilnodaļas sešu zālē pārdos 1. publiskā izsolē **Anurija Kivlenika** nekustamo mantu Daugavpilī apr. Varkavas pag. no Dovoļ muižas atdalīto zemes gabalu 5F, 12,55 ha platībā, ar zemes grāmatu reģistra 26127. num. ar ekām;
- 2) īpašuma izsoles vērtība — Ls 1635,—;
- 3) īpašumam ir hipotēku parāds Ls 1300,—;
- 4) solītājiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa, t. i. Ls 163,50 un jāiesniedz Tieslietu ministrijas atļauja iegūt pārdoamo īpašumu;
- 5) šā īpašuma zemes grāmatas ved Daugavpils-lūkstes zemes grāmatu nodaļā.

Tiesības, kas novērs pārdošanu, jāuzrāda līdz pārdošanas dienai. 20822

Visos pārdojamā īpašuma dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja, bet 2 nedēļas pirms izsoles, Daugavpils apgabaltiesas 1. civilnodaļas kancelejā.

Daugavpilī, 1936. g. 15. okt.

Tiesu izpild. E. Budlevskis.

Izlabojums.
Krustpils iec. tiesu izpildītāja sludinājuma par mir. Petera Zāliņa nekustamās mantas Krustpils pag. Koderēs %ideālā daļā pārdošanu, kas ieviestots „Vald. Vēstn.” š. g. 194. num. 7. lapp. 3. slejā, 1. punktā 7. rinda jālasa šādi: „Zāliņa nekustamās mantas % ideālās daļas, kas”
20885g Tiesu izp. P. Daugē.

Daugavpils apgabalt. Maltas iec. tiesu izpildītājs P. Salzīrnis (kanceleja Maltas pag. Borovajā) saskaņā ar Civilproc. nolik. 1283.—1290. p., paziņo, ka:

- 1) Latvijas bankas Rēzeknes nodaļas, maksātnesp. Kristību krāj-aid. sabiedr. „Palīgs” konk. valdes un Ruvina Vainštoka prasību apmierināšanai 1937. g. 20. februārī, plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas sešu zālē pārdos 3. publiskā izsolē **Eduarda Miķeļa d. Vasļevska** nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Rēzeknes apr. Silajāņu pag., Dunčiņķu sādžas zemes robežās, ierakstīta zemes grāmatu reģistra 17398 num. un sastāv no 21. viensētas, 5,743 ha platībā;
- 2) nekustamā manta publiskai izsolei novērtēta par Ls 1135,—;
- 3) tai ir hipotēku parāds Ls 900,—;
- 4) solītājiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa Ls 113,50 un jāuzrāda Tieslietu ministrijas atļauja pārdošanai nekustamās mantas iegūšanai;
- 5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rēzeknes-Ludzas-Jaunlatgales zemes grāmatu nodaļā;
- 6) tiesības, kas novērs pārdošanu, jāpieteic līdz pārdošanas dienai;
- 7) visos pārdojamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet divas nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā.

1936. g. 15. oktobrī. 20982g

Tiesu izpild. P. Salzīrnis.

Daugavpils apgabalt. Maltas iec. tiesu izpildītājs P. Salzīrnis (kanceleja Maltas pag. Borovajā) saskaņā ar Civilproc. nolik. 1283.—1290. p., paziņo, ka:

- 1) Preiļu pag. pašvaldības prasības apmierināšanai 1937. g. 20. febr., plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas sešu zālē pārdos 1. publiskā izsolē **Vasīļa Jēfima d. Kiriloņa** tiesīb. uz 2,45 ha nekustamās mantas pilnā sastāvā, kas atrodas Daugavpilī apr. Preiļu pag. Kovnacku sādžas zemes robežās, ierakstīta zemes grāmatu reģistra 7109. num., un sastāv no divi zemes gab. 31F un 32F, 18,00 ha platībā;
- 2) nekustamā manta novērtēta par Ls 2195,—;
- 3) tai nav hipotēku parāda;
- 4) solītājiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdošanai nekustamās mantas iegūšanai;
- 5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rēzeknes-Ludzas-Jaunlatgales zemes grāmatu nodaļā;
- 6) tiesības, kas novērs pārdošanu, jāpieteic līdz pārdošanas dienai;
- 7) visos pārdojamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet divas nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā.

1936. g. 15. oktobrī. 20983g

Tiesu izpild. P. Salzīrnis.

Daugavpils apgabalt. Maltas iec. tiesu izpildītājs P. Salzīrnis (kanceleja Maltas pag. Borovajā) saskaņā ar Civilproc. nolik. 1283.—1290. p., paziņo, ka:

- 1) Valsts zemes bankas Rēzeknes nodaļas, Latvijas bankas Rēzeknes nodaļas un Maltas pag. pašvaldības prasību apmierināšanai 1937. g. 20. febr., plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas sešu zālē pārdos 2. publiskā izsolē **Nikita Savelija d. Kurākina un Luka Nikita d. Kurākina** nekustamo mantu, pilnā sastāvā, kas atrodas Rēzeknes apr. Maltas pag. Višķeru s. zemes robežās, ierakstīta zemes grāmatu reģistra 5940. num. un sastāv no 13. viensētas, 6,29 ha platībā;
- 2) nekustamā manta novērtēta par Ls 522,—;
- 3) tai ir hipotēku parāds Ls 400,—;
- 4) solītājiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 52,20 un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdošanai nekustamās mantas iegūšanai;
- 5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rēzeknes-Ludzas-Jaunlatgales zemes grāmatu nodaļā;
- 6) tiesības, kas novērs pārdošanu, jāpieteic līdz pārdošanas dienai;
- 7) visos pārdojamās mantas dokumentos var ieskatīties ties-

su izpildītāja kancelejā, bet divas nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā.

1936. g. 15. oktobrī. 20984g

Tiesu izpild. P. Salzīrnis.

Daugavpils apgabalt. Maltas iec. tiesu izpildītājs P. Salzīrnis (kanceleja Maltas pag. Borovajā) saskaņā ar Civilproc. nolik. 1283.—1290. p., paziņo, ka:

- 1) maksātnesp. Kristību krājaizd. sabiedr. „Palīgs” konkursa valdes prasības apmierināšanai 1937. g. 20. febr., plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas sešu zālē pārdos 1. publiskā izsolē mir. **Ādama Ignata d. Greidāna mantoj.** masas nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Rēzeknes apr. Maltas pag. „Lidzenā druva”, ierakstīta zemes grāmatu reģistra 5856. num. un sastāv no zemes gab. 38F, 18,87 ha platībā;
- 2) nekustamā manta novērtēta par Ls 1550,—;
- 3) tai ir hipotēku parāds Ls 800,—;
- 4) solītājiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 155 un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdošanai nekustamās mantas iegūšanai;
- 5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rēzeknes-Ludzas-Jaunlatgales zemes grāmatu nodaļā;
- 6) tiesības, kas novērs pārdošanu, jāpieteic līdz pārdošanas dienai;
- 7) visos pārdojamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet divas nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā.

1936. g. 15. oktobrī. 20985g

Tiesu izpild. P. Salzīrnis.

Daugavpils apgabalt. Maltas iec. tiesu izpildītājs P. Salzīrnis (kanceleja Maltas pag. Borovajā) saskaņā ar Civilproc. nolik. 1283.—1290. p., paziņo, ka:

- 1) Maltas pag. pašvaldības prasības apmierināšanai 1937. g. 20. febr., plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas sešu zālē pārdos 1. publiskā izsolē **Jura Ježupa d. Jankova, Izidora un Antona Ježupa d. Jančenko, Stanislava Ježupa d. Jančenko un Zofijas Jēkaba m. Jančenoks** nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Rēzeknes apr. Maltas pag. Gineviču s. zemes robežās, ierakstīta zemes grāmatu reģistra 28004. num. un sastāv no 20. viensētas, 48,991 ha platībā;
- 2) nekustamā manta novērtēta par Ls 1942,—;
- 3) tai ir hipotēku parāds Ls 2200,—;
- 4) solītājiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 194,20 un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdošanai nekustamās mantas iegūšanai;
- 5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rēzeknes-Ludzas-Jaunlatgales zemes grāmatu nodaļā;
- 6) tiesības, kas novērs pārdošanu, jāpieteic līdz pārdošanas dienai;
- 7) visos pārdojamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet divas nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā.

1936. g. 15. oktobrī. 20986g

Tiesu izpild. P. Salzīrnis.

Rīgas notārs Jānis Krūklānds, pamatodoties uz 1916. g. 3. jūlija likumu par tirdz. un rūpniec. uzņēmumu atsavināšanu, paziņo, ka pēc 1936. g. 14. okt. viņa kantori noslēgtu un aktu gr

Daugavpils apgabalt. Maltas iec. tiesu izpildītājs P. Salzīrnis (kancelēja Maltas pag. Borovajā), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1283.—1290. p., paziņo, ka:

1) Maltas pagasta pašvaldības prasības apmierināšanai **1937. g. 20. februārī**, plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē **Augusta Jezupa d. un Ilāz Jezupa m. Greidānu** nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Rēzeknes apr., Maltas pag., Utanu s. zemes robežās, ierakstīta zemes grāmatu reģistra 27598. num. un sastāv no 1. viensētas, 19,011 ha platībā;

2) nekustamā manta publiskai izsolei novērtēta par Ls 1449,—;

3) tai ir hipotēku parāds Ls 1700,—;

4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērt. desmitā daļa — Ls 144,90 un jāuzrāda Tieslietu ministrijas atļauja pārdodamās nekustamās mantas iegūšanai;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rēzeknes-Ludzas-Jaunlatgales zemes grāmatu nodaļā;

6) tiesības, kas novērs pārdošānu, jāpieteic līdz pārdošānas dienai;

7) visos pārdodamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kanceļā, bet divas nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas kanceļā.

1936. g. 15. oktobrī. L. 972/36. 20987
Tiesu izpildīt. P. Salzīrnis.

Daugavpils apgabalt. Maltas iec. tiesu izpildītājs P. Salzīrnis (kancelēja Maltas pag. Borovajā), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1283.—1290. p., paziņo, ka:

1) Ruvina Valnštoka prasības apmierināšanai **1937. g. 20. februārī**, plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas sēžu zālē pārdos 2. publiskā izsolē **Jāņa II Feodora d. Sejaviņa** nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Rēzeknes apr., Andrupenes pag., Rokoļu s. zemes robežās, ierakstīta zemes grāmatu reģistra 22098. num. un sastāv no 14. viensētas, 10,787 ha platībā;

2) nekustamā manta publiskai izsolei novērtēta par Ls 682,—;

3) tai ir hipotēku parāds Ls 1400,—;

4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa Ls 68,20 un jāuzrāda Tieslietu ministrijas atļauja pārdodamās nekustamās mantas iegūšanai;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rēzeknes-Ludzas-Jaunlatgales zemes grāmatu nodaļā;

6) tiesības, kas novērs pārdošānu, jāpieteic līdz pārdošānas dienai;

7) visos pārdodamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kanceļā, bet divas nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas kanceļā.

1936. g. 15. oktobrī. L. 977/36. 20988
Tiesu izpildīt. P. Salzīrnis.

Daugavpils apgabalt. Maltas iec. tiesu izpildītājs P. Salzīrnis (kancelēja Maltas pag. Borovajā), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1283.—1290. p., paziņo, ka:

1) Latvijas bankas Daugavpils nodaļas prasības apmierināšanai **1937. g. 20. februārī**, plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas 1. civilnodaļas sēžu zālē pārdos 2. publiskā izsolē **Jāzepa Ādama d. Pastora** nekustamo mantu, pilnā sastāvā, kas atrodas Daugavpils apr. Preiļu pag., „Drekšņi”, ierakstīta zemes grāmatu reģ. 14950. num. un sastāv no zemes gab. 40F—21,153 ha platībā;

2) nekustamā manta novērtēta par Ls 1400,—;

3) tai ir hipotēku parāds Ls 600,—;

4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērt. desmitā daļa — Ls 140,— un jāuzrāda Tieslietu ministrijas atļauja pārdodamās nekustamās mantas iegūšanai tanis gadījumos, kad tāda pēc likuma vajadzīga;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Daugavpils-Ilūkstes zemes grāmatu nodaļā;

6) tiesības, kas novērs pārdošānu, jāpieteic līdz pārdošānas dienai;

7) visos pārdodamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kanceļā, bet divas nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 1. civilnodaļas kanceļā.

1936. g. 15. oktobrī. L. 1276/36. 20989
Tiesu izpildīt. P. Salzīrnis.

Daugavpils apgabalt. Maltas iec. tiesu izpildītājs P. Salzīrnis (kancelēja Maltas pag. Borovajā), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1283.—1290. p., paziņo, ka:

1) Latvijas bankas Daugavpils nodaļas prasības apmierināšanai **1937. g. 20. februārī**, plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas 1. civilnodaļas sēžu zālē pārdos 2. publiskā izsolē **Pēterja Osipa d. Vjaksas** nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Daugavpils apr. Preiļu pag. Lielo-Rumpu s. zemes robežās, ierakstīta zemes grāmatu reģistra 13964. num. un sastāv no 10. viens. — 9,585 ha platībā;

2) nekustamā manta novērtēta par Ls 860,—;

3) tai ir hipotēku parāds Ls 2100,—;

4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 86 un jāuzrāda Tieslietu ministrijas atļauja pārdodamās nekustamās mantas iegūšanai tanis gadījumos, kad tāda pēc likuma vajadzīga;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Daugavpils-Ilūkstes zemes grāmatu nodaļā;

6) tiesības, kas novērs pārdošānu, jāpieteic līdz pārdošānas dienai;

7) visos pārdodamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kanceļā, bet divas nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 1. civilnodaļas kanceļā.

1936. g. 15. oktobrī. L. 1278/36. 20990
Tiesu izpildīt. P. Salzīrnis.

Rīgas notārs Pēteris Sockis, pamatojoties uz 1916. g. 3. jūl. lik. par tirdz. un rūpn. uzņēmumu atsavināšanu paziņo, ka saskaņā ar viņa kantuori 1936. g. 14. okt. ar reģ. 8263. num. aplikāto pirkšanas-pārdošanas līgumu, ierakstītu aktu grāmatā ar 66. num., Rīgā, Stabu ielā 81, 5. dz. dzīvojošā **Marta Perlmanis pārdevusi Rīgā, Miera ielā 45, 3. dz., dzīvojošai Latvijas pilsonai Līzei Akmenis pārdevējam piederīgo viņu tirgotavas iekārtu**, kas atrodas Rīgā, L. Maskavas ielā 133. 20780
Notārs v. i. N. Baltekaulis.

Citu testāžu sludinājumi.

Nodokļu departamenta nodokļu piedzinējs paziņo, ka **1936. g. 26. okt.**, plkst. 12, Rīgā, Unijas ielā 44, 1. dz., pārdos vairāksolišanā **Jāņa Bucholca** mēbeles, novērtētas par Ls 320, viņa dažādu nodokļu parāda piedzišanai. 20994g
Rīgā, 1936. g. 17. oktobrī.
Nodokļu piedz. J. Vaivads.

1. Jātnieku pulka 5. eskadrons Jelgavā, Pulkv. Briēža ielā 8, g. **20. okt.**, plkst. 10, **jauktā izsolē izdos zirgu mēslu noņemšanu** eskadrona stallos no apm. 80 stāvvietām par laiku no š. g. 15. okt. līdz 30. sept. 1937. g. 5. eskadrona kom. 20952g v. p. i. vltu. Grīns.

Valsts Smiltēnes lauksaimniecības mācības iestāžu termā š. g. **27. oktobrī**, plkst. 12, pārdos mutiskā izsolē **3 izbrāķētas govīs.** Tuvākas ziņas fermas kantuori, tājrūnis Smiltēne 38. L 3798

Kacēnu pagastam, Jaunlatgales apr., vajadzīgs **ārsts-ste,** ar dzīves vietu Kacēnu ciemā. Autobusa satiksme Kacēni — Kupravas dz. stac. Darbības rajonā 5400 iedzīvotāju. Alga pēc Tautas labklājības ministr. noteikumiem. Brīvs dzīvoklis ar apkurināšanu jaunucē doktorā. 20971g
Pieņemšana 1936. g. 2. nov., plkst. 12, Kacēnu pag. namā.

Kandidātiem jāpiesakās Kacēnu pag. valdē līdz 1936. gada 2. nov. Tuvākas ziņas Kacēnu pag. valdē, tālr. 5, pasts Kacēni. Pag. vecāk. J. Lejasblūs a. 2* Darb. p. i. K. Stradīņš.

Nozaudēta un nederīga Polijas ārmēģa pase ser. J. № 555954/240, kas 1936. gada 20. martā izdota Sergejam Cieļkam. 20877g

Rīgas prei. 4. iec. priekšnieks izsludina par nozaudētu Geinrichsona (Heinrichsona) Viktora Ivanoviča pasi, ko 1926. gada 20. martā Lēpingradā izdevusi S. P. R. S. lekl. komisariāts ar № 108594/P B 211076. 20886

Kara min. Apgādes pārvalde

1936. g. 28. oktobrī, plkst. 11, Rīgā, Valdemāra ielā 10/12 **Iegādās sacensībā:**

1) lielopu-cūku taukus	10 tonnas
2) kokos taukus	12,5 "
3) palmu eļļu (98% tīru)	27,5 "
4) nātrija hidroksīdu	9 "

Piedāvājumi jānodrošina ar 5% no summas. Tuvāki nosacījumi finanču daļā. L 3811 20883

Latvijas hipotēku banka pārdod

nekustamus īpašumus Jelgavā (rūpniecības), Ventspilī, Liepājā, Rīgas-Jūrmalas pilsētā, Skrundā, Grobiņā, Aizputē, Sabilē, Tukumā, Slokā, Skrīveros, Kārsavā un Līvānos.

Tuvākas ziņas bankas tieslietu daļā Rīgā, L. Jēkaba ielā 6/8, parastā darba laikā.

Rīgā, 1936. g. 15. oktobrī. L 3802 20882
Latvijas hipotēku banka.

Būvniecības pārvalde, Brīvības ielā 37/39

izsludina **sacensību 5. g. 21. oktobrī**, plkst. 11 **Talsu leprozerijas slimnīcas un administrāc. ēku jaunbūves darbiem;** drošības nauda Ls 8500,—.

Ar noteik. un aprēķiniem var iepazīties Būvniecības pārvaldē. L 3821 20993

Pasta un telegrafa departaments iegādās:

- 1) š. g. 26. oktobrī, plkst. 11, rakstiskā izsolē **2000 m 142 cm platu kokvilnas zīlu audumu.**
 - 2) š. g. 27. oktobrī, plkst. 11, rakstiskā sacensībā **500 gab. kontrolu spailes līnijas vadītēm, misiņa.**
- Drošības nauda 10% no piedāvājuma vērtības jāiemaksā pie piedāvājuma iesniegšanas.
- Līdz ar piedāvājumu jāiesniedz Nodokļu departamentam apliecinā, ka valstij nodokļu parādu neskatās (sk. „Vald. Vēstn.” š. g. 112. num.). 20884
Tuvākas ziņas Saimniecības pārvaldē, 58. istabā. L 3799

Mežu departaments

1936. g. 20. nov., plkst. 12, Rīgā, Merķeļa ielā 13, Latviešu biedrībā, **pārdos jauktā izsolē skuju un lapu koku mežu:**

Bebrenes virsmežniecībā: 1. un 4. iec. mežn., Kaldabrupas un Dunavas novados, pavisam 4 vienības, pēc platības un celmu skaita no 7,18—12,29 ha, vērtībā no Ls 3000,— līdz Ls 17.000,—.

Gulbenes virsmežniecībā: 1., 2., 3., 4., 5. un 6. iec. mežn., Vecgulbenes, Jaungulbenes, Tirzas un Blomes novados, pavisam 7 vienības, pēc platības un celmu skaita no 934. num. apses līdz 19,45 ha un 2363 num. koki, vērtībā no Ls 6000,— līdz Ls 32.000,—.

Jēkabpils virsmežniecībā: 1., 2., 3., 4., 5. un 6. mežn., Jēkabpils, Ābeļu, Dignājas, Elkšņu, Biržu un Viesītes novados, pavisam 9 vienības, pēc platības un celmu skaita no 107. num. apses līdz 41,08 ha, vērtībā no Ls 800,— līdz Ls 50.000,—.

Šaukas virsmežniecībā: 1., 2., 3. un 4. iec. mežn., Mēmeles, Mazzalves, Susejas, Zalaku un Šaukas novados, pavisam 2 vienības, pēc platības un celmu skaita no 1791 num. koks līdz 16,82 ha, vērtībā no Ls 10.000,— līdz Ls 11.000,—.

Valmieras virsmežniecībā: 4., 5. un 6. iec. mežn., Burtnieku, Rencēnu un Kārķu novados, pavisam 3 vienības, pēc platības un celmu skaita no 10,53 ha līdz 17,64 ha; vērtībā no Ls 12.000,— līdz Ls 24.000,—.

Mežu pārdos saskaņā ar likumu par valsts mežu un meža materiālu pārdošanu un izsniegšanu (izsl. „Vald. Vēstn.” 1936. g. 122. num.) un apstiprinātiem nosacījumiem. Mežu departaments patur tiesību izsludinātās pārdošanai nolemtās izsoles vienības nopemt no izsoles pēc saviem ieskatiem.

Tuvākas ziņas, izsoles un pārdošanas nosacījumi Mežu departamentā, Mežsaimniecības daļā, Rīgā, Kalpaka bulv. 6, 6. dzīv. un pie virsmežziņiem. 20905 Mežu departaments.

Zemgales divīzijas intendants (Daugavpili, Pulkv. Briēža ielā 21)

1936. g. 29. oktobrī, plkst. 10 **rakstiskā izsolē izdos apm. 35 tonnas skābu kūpostu piegūdi**

Daugavpils garnizona kaspēka daļu vajadzībām no 1936. g. 1. decembra līdz 1937. g. 1. jūnijam. Izsole notiks Indendantūras Daugavpils noliktavā, Daugavpili, Andr. Pumpura ielā 99. Piedāvājumi izsolē jānodrošina ar 5% no piedāvājuma kopsummas. Ar izsoles nosacījumiem var iepazīties izsoles vietā vai Zemgales divīzijas intendantūrā, Daugavpilī. L 3814 20884

Bērszīpes virsmežniecība

1936. g. 5. novembrī, plkst. 12, Jelgavā, Pasta ielā 34, Zemgales kluba telpās, **pārdos mutiskā izsolē augošu mežu pēc platības un celmu skaita** no Līvberzes, Kalnciema un Svētes novadiem, pavisam 36 vienības, vērtībā no Ls 12,— līdz Ls 1800,—.

Mežu pārdos pēc zemkopības ministra apstiprinātiem nosacījumiem.

Virsmēžniecība patur tiesības izsludinātās vienības noņemt no izsoles pēc saviem ieskatiem.

Sīkākas ziņas virsmežniecības kanceļējā Jelgavā, Plkv. Kalpaka ielā 9, un pie attiecīgiem iecirkņu mežziņiem. 20953 Bērszīpes virsmežniecība.

Elektrības tarifs Gulbenē,

pieņemts Gulbenes pils. valdes 1936. g. 6. jūnija sēdē un apstiprināts ar lekl. ministr. Pašvald. depart. 1936. g. 7. oktobra 96468. rakstu.

1) **Apgaismošanai.**

Dzīvokļiem, veikaliem, birojiem, teātriem, kinoteātriem, kafējnicām, restorāniem un citiem tamlīdzīgiem uzņēmumiem:	1936./37. gadā	40 sant.	par kilovattstundu
	1938. gadā	39 " "	" "
	1939. " "	38 " "	" "
	1940. " "	37 " "	" "
	1941. " "	36 " "	" "

2) **Spēkam un rūpniecībai.**

Ar patēriņu no 1—50 kv. stund. mēnesī 40 sant. par kv. st.
„ „ „ 51—200 „ „ „ 30 „ „ „ „
„ „ „ 201—500 „ „ „ 25 „ „ „ „
„ „ „ 501—800 „ „ „ 22 „ „ „ „
„ „ „ 801—1500 „ „ „ 20 „ „ „ „

Ar patēriņu no 1501 un vairāk kv. st. mēnesī 16 sant. par kv. st. Pilsētas galva (paraksts nesalasāms). Sekretārs v. O. Rīkveils. 20832

Zilupes virsmežniecība pārdos mutiskā izsolē augošu mežu.

1936. g. 19. novembrī, plkst. 12 Zilupes latviešu biedrības zālē 1., 2. un 3. iec. mežniecības pavisam 45 vienības vērtībā no Ls 9,— līdz Ls 235,—.

1936. g. 23. novembrī, plkst. 10 Ciblas pagasta valdes telpās 5. iec. mežniecībā pavisam 58 vienības vērtībā no Ls 8,— līdz Ls 86,—.

Mežu pārdod uz zemkopības ministra 1935. g. 15. oktobra apstiprinātiem nosacījumiem.

Virsmēžniecība patur sev tiesības izsludinātās un pārdošanai nolemtās vienības noņemt no izsoles pēc saviem ieskatiem.

Tuvākas ziņas virsmežniecības kanceļējā un pie iecirkņu mežziņiem.

Zilupes virsmežniecība.

Nīcgales pagastam, Daugavpils apr., vajadzīgs **rajona ārsts,**

ar dzīves vietu pie Nīcgales stacijas. Darbības rajons Nīcgales pagasts, daļa no Līvānu un Kalupes pagastiem. Alga pēc Tautas labklājības ministrijas noteikumiem. Brīvs dzīvoklis ar apgaismošanu un apkurināšanu. Tiek abonēts tālrunis. Kandidātus līdz pieteiktiem Nīcgales pag. valdē līdz š. g. 24. okt. Pieņemšana š. g. 24. okt. plkst. 12. Liksmas pag. namā pie Vaboltes stacijas. 20963g Pag. vecākais P. Kalvāns. 20963g Darbvedis A. Dābolis.

Priekšu pagastam, pie Cēsīm, vajadzīgs **pagastvaldes un tiesas darbvedis.**

Kandidātus līdz pieteiktiem līdz š. g. 1. novembrim, iesniedzot pašrocīgi rakstītu īsu dzīves un līdzšinējās nodarbošanās aprakstu ar apliecinām par tiesībām uz darbveža amatu un veselību. Vēlēšanas notiks š. g. 12. novembrī. 20979g **Pagasta valde.**

Iekšlietu ministrijas emigrācijas un turisma nodaļa izsludina par nederīgam nozaudētās Latvijas ārmēģa pases: 1) 1936/1587, kas izdota Berlīnē 1921. g. 12. jūlijā Ellenai Medemam; 2) 12559, izdota Rīgā, 1922. g. 13. sept. Kārlim Medemam; 3) kopējo pasi № 00026H, kas izdota Rīgā 1934. g. 26. martā Ezo un Zinaī Jofēm. 20772g

Pirmā Rīgas savstarpējā kredītbiedrība

noturēs š. g. 4. nov., plkst. 19, biedrības telpās Rīgā, L. Smilšu ielā 8/10

Ārkārtējo delegātu sapulci.

Dienas kārtība:
1) Sapulces vadītāja vēlēšana;
2) vēlēšanas;
3) priekšlikumi un ziņojumi. Valde. 20991g

Krajaizdevu kases pie Stiglica atbildīgo darbinieku artēlu dzīvokļu sabiedrības **kreditūru sapulce** notiks š. g. 21. oktobrī, plkst. 19, Rīgā, Brīvības ielā 15, 2a dz. Dienas kārtība: 1) pretenziju un naudas sadalīšanas projekta apstiprināšana un 2) likvidācijas noslēgšana. 20895g Aizgādnis (paraksts).

Latvu saviesīgā biedrība „Atvase”

likvidējas un līdz 1 mēneša laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstn.” biedrības debitorus, kreditorus un mantas turētājus pieteiktiem valdes priekšsēdētājam P. Tavaram, Rīgā, Brīvības ielā 97, 7. dz. Šinī laikā nepieteiktās tiesības un prasījumus atzīs par spēku zaudējušiem, bet par biedrības mantas slēpšanu draud likumīga atbildība. 20894g

Krustpils pils valde izsludina par nederīgu nozaudēto darba grām., ko Odzēnu pag. valde 1932. g. 11. jūnijā izdevusi Jānim Bērziņam. 20727g

Liepājas prefekts izsludina par nederīgu nozaudēto auto vadīšanas 7484. apliecinību, ko viņš 1933. g. izdevis Ingvaram Klausam Hansenam. 20835g

Valmieras apr. polic. 3. iec. priekšn. izsludina par nederīgam nozaudētās: 1) kvišu pasaku grāmatu ar 23001. līdz 23100. kārtas num. un protokolu pasaku grāmatu ar 1001. līdz 1100. num. 20833g

Ūtrupe.

š. g. 24. oktobrī, plkst. 15, Daugavpilī, Turgus ielā 19, 4. dz., **pārdos atklātā vairāksolišanā dažādas Daugavpils fotoamatieru biedrības mantas.** Likvid. A. Brakovskis.